



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

BEKNOPT VERSLAG

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES ET DE LA COMMISSION DE
LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET
DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

GEMEENSCHAPPELIJKE VERGADERING VAN DE
COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN EN DE
COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

mardi

dinsdag

30-03-2004

30-03-2004

Matin

Voormiddag

*Le Compte rendu analytique est un résumé des débats.
Des rectifications peuvent être communiquées par écrit
avant le*

02/04/2004, à 16 heures.

au Service de Traduction du CRA-BV

Fax: 02 549 82 33

e-mail: trad.crabv.corrections@laChambre.be

*Het Beknopt Verslag geeft een samenvatting van de
debatten. Rechtzettingen kunnen schriftelijk meegedeeld
worden vóór*

02/04/2004, om 16 uur.

aan de dienst Vertaling BV-CRA

Fax: 02 549 82 33

e-mail: vert.crabv.correcties@deKamer.be

* Est joint à la version définitive du compte rendu intégral (les documents
CRIV, sur papier blanc)

* Wordt gevoegd bij de definitieve versie van het integraal verslag (CRIV-
reeks, op wit papier)

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht
VLAAMS BLOK	Vlaams Blok
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	séance plénière	PLEN	plenum
COM	réunion de commission	COM	commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Débat au sujet des décisions prises en matière sociale par le Conseil des ministres des 20 et 21 mars 2004 – Exposés 1

Orateurs: **Frank Vandenbroucke**, ministre de l'Emploi et des Pensions, **Rudy Demotte**, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, **Bert Anciaux**, ministre de la Mobilité et de l'Economie sociale, **Marie Arena**, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et l'Egalité des chances, **Sabine Laruelle**, ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, **Isabelle Simonis**, secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées, **Kathleen Van Brempt**, secrétaire d'Etat à l'Organisation du travail et du Bien-être au travail, **Luc Goutry**, **Yolande Avontroodt**, **Jean-Marc Delizée**, **Hendrik Daems**, président du groupe VLD, **Muriel Gerkens**, **Greet van Gool**, **Koen Bultinck**, **Dominique Tilmans**, **Nahima Lanjri**, **Karin Jiroflée**

INHOUD

Debat over de beslissingen op sociaal vlak van de Ministerraad van 20 en 21 maart 2004 – Uiteenzettingen 1

Sprekers: **Frank Vandenbroucke**, minister van Werk en Pensioenen, **Rudy Demotte**, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, **Bert Anciaux**, minister van Mobiliteit en Sociale Economie, **Marie Arena**, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, **Sabine Laruelle**, minister van Middenstand en Landbouw, **Isabelle Simonis**, staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, **Kathleen Van Brempt**, staatssecretaris voor Arbeidsorganisatie en Welzijn op het werk, **Luc Goutry**, **Yolande Avontroodt**, **Jean-Marc Delizée**, **Hendrik Daems**, voorzitter van de VLD-fractie, **Muriel Gerkens**, **Greet van Gool**, **Koen Bultinck**, **Dominique Tilmans**, **Nahima Lanjri**, **Karin Jiroflée**

RÉUNION COMMUNE DE LA
COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA
COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

du

MARDI 30 MARS 2004

Matin

GEMEENSCHAPPELIJKE
VERGADERING VAN DE
COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN EN DE COMMISSIE VOOR
DE VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

van

DINSDAG 30 MAART 2004

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10h28 par MM. Yvan Mayeur et Hans Bonte, présidents.

01 Débat au sujet des décisions prises en matière sociale par le Conseil des ministres des 20 et 21 mars 2004 – Exposés

Le **président**: Ce n'est pas la première fois que les commissions de la Santé publique et des Affaires sociales organisent une réunion commune. En revanche, le fait que pas moins de huit membres du gouvernement présentent un exposé sur les mesures arrêtées lors du Conseil des ministres spécial des 20 et 21 mars 2004 constitue une formule tout à fait nouvelle.

A l'issue des exposés, les membres de la Chambre auront largement l'occasion de prendre la parole. Nous terminerons nos travaux à 13 h 45 précises, pour permettre à la commission des Affaires sociales d'entamer son propre ordre du jour à 14 h.

01.01 Frank Vandenbroucke, ministre (*en néerlandais*): L'ordre du jour social du Conseil des ministres d'Ostende reflétait trois préoccupations du gouvernement. Tout d'abord, la création d'emplois constitue une priorité. Dans le même temps, nous entendons œuvrer à la construction d'une société soucieuse de la prise en charge des proches et réservant une place à l'éducation des enfants. Il doit s'agir d'une prise en charge non seulement des enfants par les parents mais

De vergadering wordt geopend om 10.28 uur door de heren Yvan Mayeur en Hans Bonte, voorzitters.

01 Debat over de beslissingen op sociaal vlak van de Ministerraad van 20 en 21 maart 2004 – Uiteenzettingen

De **voorzitter**: Dat de commissies Volksgezondheid en Sociale Zaken samen vergaderen is niet nieuw. Wel nieuw is de formule waarbij niet minder dan acht regeringsleden een uiteenzetting geven over de maatregelen van de speciale Ministerraad van 20 en 21 maart 2004.

Na de uiteenzettingen kunnen de Kamerleden ruimschoots het woord voeren. We stoppen stipt om 13.45 uur. De commissie Sociale Zaken vat immers om 14.00 uur haar eigen agenda aan.

01.01 Minister Frank Vandenbroucke (*Nederlands*): De sociale agenda van de Ministerraad in Oostende bevatte drie bekommernissen van de regering. Allereerst is het scheppen van jobs een prioriteit. Tezelfdertijd willen wij bouwen aan een zorgzame samenleving waarin ruimte blijft voor de opvoeding van kinderen. Die zorgzaamheid moet niet alleen uitgaan van ouders naar hun kinderen, maar ook van de kinderen naar hun ouders.

également des parents par les enfants.

Ensuite, les ménages qui combinent emploi et allocations ne peuvent être pénalisés parce que l'un des partenaires se voit offrir la possibilité de travailler davantage ou de percevoir un salaire plus élevé. Enfin, nous devons veiller à ce que notre sécurité sociale demeure inchangée.

C'est pourquoi il convient de l'adapter à l'évolution du bien-être. Pour le citoyen considéré à titre individuel, l'adaptation au bien-être ne produit pas d'effets spectaculaires, étant donné que les adaptations opérées revêtent toujours un caractère minimal. Au niveau politique, il s'agit cependant d'un enjeu de taille qui nécessite des efforts considérables. Si nous nous livrons à une certaine autocritique, il nous faut admettre qu'au cours des trente dernières années, le gouvernement a privilégié une politique du *stop and go*, plutôt qu'une politique systématique d'adaptation au bien-être.

A présent, nous choisissons une autre approche pour garantir la liaison des prestations sociales à l'évolution du bien-être, à savoir une adaptation constante et biennale des allocations, et cela en étroite collaboration avec les partenaires sociaux. Cette procédure sera lancée en 2006 pour la période 2007-2008. Il est évident que cette décision de principe devra encore être convertie en lois et être exécutée dans tous les secteurs de la sécurité sociale.

En attendant que ce modèle de négociations soit mis en place, nous avons adopté également un certain nombre de mesures concrètes. C'est ainsi que le gouvernement a décidé qu'avant le terme de la législature, il faudrait élaborer une méthodologie faisant en sorte que quelqu'un qui a perçu une allocation pendant six ans bénéficie d'une augmentation de 2 %. Ce système existe déjà dans le secteur des pensions mais là, l'adaptation n'intervient qu'après huit ans.

Cela signifie qu'en avril 2004, nous accorderons une augmentation de 2 % aux citoyens qui ont été admis à la retraite en 1996, qu'en 2005, nous accorderons la même augmentation aux pensionnés de 1997, qu'en 2006, nous en attribuerons une aux pensionnés de 1998 et 1999 et qu'en 2007, nous augmenterons dans la même proportion la pension des retraités de 2000 et 2001.

Cette augmentation systématique n'existait pas encore dans le secteur des accidents du travail et des maladies professionnelles. Nous voulons accorder une augmentation de 2% en 2005 aux personnes qui ont droit aux prestations sociales

Ten tweede mogen gezinnen waarin werk en een uitkering worden gecombineerd, niet gestraft worden omdat een van de partners meer gaat werken of meer gaat verdienen. Ten derde moeten we ervoor zorgen dat onze sociale zekerheid blijft wat ze is.

Daarom moet ze welvaartsvast worden gemaakt. Het principe van de welvaartsvastheid is voor de individuele burger niet spectaculair, aangezien het steeds om minimale aanpassingen gaat. Voor het beleid is dit echter wel een enorme opgave, die belangrijke inspanningen vergt. Enige zelfkritiek verplicht ons toe te geven dat de laatste dertig jaar geen beleid van welvaartsvastheid werd gevoerd. Er was een soort *stop and go* beleid.

Wij kiezen nu voor een andere aanpak om de welvaartsvastheid te garanderen, namelijk voor een gestadige, tweejaarlijkse aanpassing van de uitkeringen, in nauwe samenwerking met de sociale partners. Deze procedure wordt opgestart in 2006 voor de periode 2007 en 2008. Deze principiële beslissing moet uiteraard nog in wetten worden omgezet en in alle takken van de sociale zekerheid worden uitgevoerd.

In afwachting van dit onderhandelingsmodel is er ondertussen ook een aantal concrete maatregelen genomen. Zo heeft de regering beslist dat er tegen het einde van de regeerperiode een methodiek moet bestaan waardoor iemand die zes jaar lang leeft van een uitkering een verhoging krijgt met 2 procent. Dit systeem wordt reeds gehanteerd in de pensioensector, maar daar gebeurt de aanpassing pas na acht jaar.

Dit betekent dat we in april 2004 een verhoging van 2 procent zullen toekennen aan de burgers die in 1996 met pensioen zijn gegaan, in 2005 dezelfde verhoging aan de gepensioneerden van 1997, in 2006 een verhoging aan de gepensioneerden van 1998 en 1999 en in 2007 een verhoging aan de gepensioneerden van 2000 en 2001.

In de sector van de arbeidsongevallen en beroepsziekten bestond deze systematische verhoging nog niet. In 2005 willen wij een verhoging van 2 procent toekennen aan de burgers die in 1997 of eerder uitkeringsgerechtigd werden, in

depuis 1997 ou avant. En 2006, cette augmentation sera également accordée aux personnes qui ont droit aux prestations sociales depuis 1998 et 1999 et en 2007 elle sera accordée aux personnes qui y ont droit depuis 2000 ou 2001.

Les plafonds salariaux seront également adaptés dans ce secteur. Ils seront en effet portés à 31.578 euros bruts par an, ce qui correspond aux plafonds appliqués dans le domaine de l'assurance maladie. M. Demotte reviendra tout à l'heure plus en détail sur le secteur de l'invalidité.

En ce qui concerne la garantie de revenus aux personnes âgées, deux grandes décisions ont été prises. D'une part, le montant de base sera majoré de 10 euros par mois pendant quatre années consécutives. Cela signifie qu'un couple percevra 20 euros de plus. D'ici à la fin de la législature, un couple bénéficiant du système de la garantie de revenus percevra dès lors 80 euros de plus chaque mois.

Par la suite, en ce qui concerne les parents qui émargent à la GRAPA et habitent chez leurs enfants, il ne sera plus tenu compte du revenu de ces derniers. Sur le plan fiscal également, le fait d'habiter chez ses enfants sera rendu plus attrayant et assimilé à l'admission en maison de retraite. L'hébergement chez les enfants offre, en effet, une solution particulièrement intéressante au problème de société que constitue la prise en charge des aînés.

01.02 Rudy Demotte, ministre (*en français*): Nous avons mis en place un mécanisme de corrélation au bien-être. Nous avons établi des balises avec des éléments d'évaluation. Ce système est basé sur une négociation qui aura lieu à intervalles réguliers, de façon à éviter le système 'élastique' que nous avons connu, et qui pouvait provoquer des tensions suffisamment fortes pour conduire à la rupture, ce qui était néfaste pour tous. Tant les entreprises que les interlocuteurs sociaux ou l'État trouveront un intérêt dans ce système.

Vous allez recevoir des documents qui détaillent les mesures secteur par secteur. Au cœur de chacune des décisions, les ajustements mis en place seront liés au bien-être. Nous travaillerons tant sur les minima que sur les plafonds qui constituent parfois une base de calcul pour les allocations sociales. Il s'agit de solutions complètes, tant à moyen et long terme qu'à court terme.

2006 een verhoging aan de uitkeringsgerechtigden van 1998 en 1999 en in 2007 een verhoging aan de uitkeringsgerechtigden van 2000 en 2001.

In deze sector zullen ook de loonplafonds worden aangepast, ze worden met name opgetrokken tot 31.578 euro bruto per jaar, het niveau dat geldt in de ziekteverzekering. Collega Demotte zal later ingaan op de sector van de invaliditeit.

Inzake de inkomensgarantie voor ouderen werden er twee belangrijke beslissingen genomen. Vooreerst wordt het basisbedrag tijdens vier opeenvolgende jaren verhoogd met 10 euro per maand, dat wil dus zeggen 20 euro voor een koppel. Tegen het einde van de zittingsperiode moet een paar dat leeft van de inkomensgarantie dus 80 euro per maand extra ontvangen.

Vervolgens wordt er voor ouders die leven van de IGO en die bij hun kinderen inwonen geen rekening meer gehouden met het inkomen van de kinderen. Ook fiscaal wordt het inwonen van ouders bij kinderen interessanter gemaakt; het wordt gelijk behandeld met de opname in een rustoord. Het gaat hier immers om een waardevolle oplossing voor een maatschappelijk probleem, namelijk de opvang van ouderen in de samenleving.

01.02 Minister Rudy Demotte (Frans): Wij hebben een regeling voor een koppeling aan de evolutie van de welvaart ingesteld. Wij hebben bakens uitgezet en elementen uitgewerkt aan de hand waarvan een en ander kan worden geëvalueerd. Die regeling stoelt op onderhandelingen die op geregelde tijdstippen zullen plaatsvinden. Aldus kan een "elastisch" systeem zoals dat vroeger bestond, worden voorkomen. Dat kon immers leiden tot dermate grote spanningen dat er mogelijk een breuk zou ontstaan, wat nefast is voor alle betrokkenen. Zowel de ondernemingen als de sociale gesprekspartners en de Staat zullen bij dat systeem belang hebben.

U zal documenten ontvangen waarin een gedetailleerd overzicht van de maatregelen per sector wordt gegeven. Het kernpunt bij elk van die beslissingen is dat de aanpassingen welvaartsvast zullen worden gemaakt. Een en ander geldt zowel voor de minimumbedragen als voor de maximumbedragen, op grond waarvan in sommige gevallen de sociale uitkeringen worden berekend. Het betreft totaaloplossingen op middellange, lange

en korte termijn.

Nous allons commencer par ceux qui paient le plus chèrement la rupture, à savoir les allocataires anciens.

Par ailleurs, nous avons voulu faire en sorte d'éviter les pièges à l'emploi. Nous avons tenu compte des minima salariaux. Nous sommes allés très loin dans cette voie. Nous avons même pris en compte une situation d'un ménage où deux personnes seraient bénéficiaires des allocations sociales, et nous avons privilégié une approche de 'phasing out'.

En ce qui concerne la politique du médicament, on a défini cinq leviers dans le cadre de la maîtrise des coûts. Nous avons mis l'accent sur l'information des prestataires de soins pour éviter une inflation de prescriptions. En effet, l'augmentation des coûts peut être liée à la promotion, à des effets de mode. Le but consiste à créer des corps de délégués qui soient indépendants, et qui ne soient guidés que par des considérations scientifiques. En ce qui concerne la promotion, nous allons appliquer des balises qui définissent ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

Le deuxième levier concerne le rôle du pharmacien, qui doit être valorisé. Le troisième a trait à la diffusion des génériques et des molécules anciennes, de façon à diminuer les prix et à pouvoir consacrer davantage d'investissements dans les molécules innovantes. Quatrièmement, l'accessibilité des médicaments pour le client sera garantie. Le gouvernement va assouplir certaines mesures par rapport aux médicaments innovants, mais va conserver le contrôle des prix. Enfin, nous travaillerons également à une politique de simplification administrative.

01.03 Bert Anciaux, ministre (*en néerlandais*): Comme convenu lors de la conférence pour l'emploi, 12.000 emplois seront créés dans le secteur de l'économie sociale. Les instruments existants seront améliorés et de nouvelles initiatives seront prises.

Trois mesures ont été adoptées à Raversijde : la promotion de l'emploi dans l'économie sociale, le recours à des experts de vécu et la promotion de la responsabilité sociale des entreprises.

L'éventail des instruments disponibles est amélioré de manière à ce que davantage de personnes puissent trouver du travail en davantage de lieux.

Wij zullen beginnen met degenen aan wie die kloof het meest kost, namelijk de mensen die al het langst een uitkering ontvangen.

Voorts hebben wij ernaar gestreefd werkloosheidsvallen te voorkomen. Wij hebben rekening gehouden met de minimumlonen. Wij zijn daar zeer ver in gegaan. Wij hebben zelfs rekening gehouden met de situatie van een gezin waar twee personen sociale uitkeringen ontvangen en hebben voor een "phasing out" gekozen.

Wat het geneesmiddelenbeleid betreft, werden vijf hefboomen voor een beheersing van de kosten uitgewerkt. Wij hebben de nadruk gelegd op de voorlichting van de zorgverstrekkers om een toevloed van voorschriften te voorkomen. De toename van de kosten kan immers toe te schrijven zijn aan promotieacties of modeverschijnselen. Het is de bedoeling tot een onafhankelijk korps van artsenbezoekers te komen die zich enkel door wetenschappelijke overwegingen laten leiden. Wat de promotie betreft, zullen wij krijtlijnen trekken om te bepalen wat aanvaardbaar is en wat niet.

De tweede hefboom betreft de rol van de apotheker, die moet worden opgewaardeerd. Het derde instrument heeft betrekking op de verspreiding van generische geneesmiddelen en van de oude moleculen, teneinde de prijzen te verlagen en meer te kunnen investeren in vernieuwende moleculen. Ten vierde zal de toegang van de patiënt tot de geneesmiddelen worden gegarandeerd. De regering zal bepaalde maatregelen met betrekking tot de vernieuwende geneesmiddelen versoepelen, maar zal de prijzencontrole handhaven. Ten slotte zullen wij ook werk maken van een beleid van administratieve vereenvoudiging.

01.03 Minister Bert Anciaux (Nederlands): Zoals afgesproken op de werkgelegenheidsconferentie zullen 12.000 jobs worden gecreëerd in de sociale economie. De bestaande instrumenten zullen worden verfijnd en er komen nieuwe initiatieven.

In Raversijde werden drie maatregelen aanvaard: het stimuleren van de tewerkstelling door de sociale economie, inschakelen van ervaringsdeskundigen en maatschappelijk verantwoord ondernemen.

Het instrumentarium wordt verfijnd zodat meer mensen op meer plaatsen aan de slag kunnen. De mogelijkheden tot tewerkstelling via de OCMW's worden uitgebreid. Het contingent verhoogde

Les possibilités d'emploi par le biais des CPAS sont étendues. Le contingent d'emplois pouvant bénéficier d'une subvention majorée de l'Etat sur la base de l'article 60, §7, est porté à 2.000 emplois.

D'avantage de personnes pourront ainsi trouver du travail dans le secteur de l'économie sociale. Un arrêté royal étoffant la liste des initiatives dans le secteur de l'économie sociale sera bientôt publié. Il permettra d'augmenter les débouchés et d'accroître les possibilités tant dans le secteur public que privé. Les possibilités de transition professionnelle seront également améliorées. Les projets d'économie sociale initiés par les CPAS pourront également être systématiquement reconnus. Ils pourront ainsi prétendre aux subventions majorées de l'Etat. Il y aura une meilleure harmonisation entre les instruments visés à l'article 60, §7, et la mesure SINE, ce qui permettra de rendre cet instrument plus souple.

(En français) J'en viens aux équipes d'intervention, dont le Conseil des ministres a approuvé la création dans des secteurs privilégiés, comme celui de l'économie sociale. Ces équipes seront au service des écoles, sociétés de logement social et agences immobilières sociales, pour des tâches telles que les petits travaux de rénovation, réparation, entretien technique, entretien des plaines de jeux, classes, espaces verts, ...

Les chômeurs de longue durée et les personnes au revenu d'intégration qui y oeuvreront seront ainsi utiles à la société, et acquerront par la même occasion une formation technique, qui leur facilitera la recherche d'un emploi.

(En néerlandais) Par le passé, les décisions étaient souvent prises sans tenir compte de la situation que vivent réellement les personnes démunies. Il sera à présent fait appel à des experts de vécu : des personnes qui ont grandi dans la pauvreté et qui, grâce à la formation qu'elles auront reçues, peuvent contribuer à orienter la politique. Ces experts pourront également exprimer ce que ressentent les pauvres et, inversement, leur communiquer les mesures qui auront été prises. Je suis convaincu que ces experts pourront apporter une plus-value. Dans le courant de l'année 2004, ils seront affectés aux SPF et nous espérons également plus tard pouvoir leur confier des missions à d'autres niveaux de pouvoir et dans les entreprises privées. Ils pourront jouer un rôle de levier dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

(En français) La responsabilité sociale des entreprises (RSE), concept très vaste, n'a pas de définition uniforme, ce qui crée de la confusion, un

étatstoelage op basis van artikel 60 paragraaf 7 wordt vergroot tot 2.000 plaatsen.

Zo komen meer mensen ter beschikking voor de sector van de sociale economie. Binnenkort komt er een KB dat de lijst uitbreidt van de initiatieven in de sociale economie, wat de afzetmarkt vergroot en meer mogelijkheden biedt zowel in de publieke als de particuliere sector. Er komen meer kansen op doorstroming. Van nu af kunnen ook projecten sociale economie die door de OCMW's zelf worden ingericht systematisch worden erkend. Zij zullen toegang krijgen tot de verhoogde staatstoelage. Er komt een betere afstemming tussen de werkingsinstrumenten van artikel 60 paragraaf 7 en SINE, waardoor dat een soepeler instrument kan worden.

(Frans) Ik kom nu op de interventieteams. De ministerraad heeft ingestemd met de oprichting van interventieteams voor specifieke sectoren, zoals de sociale economie. Deze teams zullen scholen, sociale huisvestingsmaatschappijen en sociale verhuurkantoren helpen voor klusjes zoals kleine renovatiewerken, herstellingen, technische onderhoudswerken, het onderhoud van speelpleinen, klassen, groenvoorzieningen, enz.

De langdurig werklozen en leefloners die in dit kader de handen uit de mouwen steken, maken zich op die manier nuttig voor de samenleving, en krijgen tegelijk een technische vorming, wat een bijkomende troef is bij het zoeken naar werk.

(Nederlands) Vroeger werd er vaak beslist over het hoofd van de armen heen. Nu worden ervaringsdeskundigen geïntroduceerd: mensen die zijn opgegroeid in armoede en die, door de vorming die zij kregen, kunnen helpen om het beleid mee richting te geven. Ze zullen ook helpen vertolken wat er bij de armen leeft en, omgekeerd, beleidsmaatregelen meedelen aan deze groep. Ik ben overtuigd van de meerwaarde van deze deskundigen. In de loop van 2004 worden zij ingezet in de FOD's en later hopen we om hen ook in te schakelen op andere beleidsniveaus en in privé-ondernemingen. Zij kunnen een hefboom vormen in de strijd tegen armoede.

(Frans) Het maatschappelijk verantwoord ondernemen (MVO), een zeer ruim begrip, wordt niet op een eenduidige manier gedefinieerd, wat

manque de précision, et cela nuit à son développement. Il faut donc tenter de définir un cadre de référence pour plus d'uniformité technologique. Ce cadre doit être commun et cohérent pour l'autorité fédérale, les entreprises et les acteurs concernés. C'est la Commission interdépartementale de développement durable (organe de concertation réunissant les SPF, SPP, Communautés et Régions du pays) qui sera chargée de son élaboration.

(*En néerlandais*) Nous voulons également encourager les rapports RSE volontaires, en proposant par le biais de la commission interdépartementale du développement durable un cadre général aux entreprises qui souhaitent faire l'expérience de la rédaction d'un rapport de durabilité.

Le bien-être au travail fait également partie intégrante de la responsabilité sociale des entreprises. Nous invitons les différents secteurs à mettre en exergue les problèmes qui se posent en la matière dans leurs secteurs respectifs. Un accord est intervenu au sein du Conseil des ministres pour que des propositions soient faites au sein de la commission interdépartementale du développement durable sur l'obligation de transparence pour les fonds de placement, les critères RSE et les aides publiques pour les investissements à l'étranger.

01.04 Marie Arena, ministre (*en français*): Je vais essayer d'être brève, pour ensuite répondre aux questions.

Les mesures que j'ai présentées au Conseil des ministres d'Ostende en tant que ministre de l'Intégration sociale visent à améliorer la qualité de vie des personnes défavorisées.

Ceci passe d'abord par un rattrapage du revenu social d'intégration (RSI), que nous augmentons de 4 %. Cette augmentation entraîne évidemment d'autres : allocation d'aide sociale, allocation d'attente des jeunes isolés, minima invalidité et allocations de revenu pour handicapés. Ce rattrapage concerne environ 250.000 personnes, qui doivent pouvoir faire face aux dépenses de la vie courante.

Étant donné que ce RSI est partiellement à charge des communes et des CPAS, nous avons réservé un budget qui en tiendrait compte. Les 250 euros par dossier RSI seront également augmentés de 4 % pour ne pas grever le budget communal et celui

zorgt voor verwarring en een gebrek aan nauwkeurigheid, waardoor de ontwikkeling ervan in het gedrang komt. Men moet dus trachten een referentiekader uit te werken met het oog op een grotere technologische eenvormigheid. Het moet een gemeenschappelijk en samenhangend kader zijn, zowel voor de federale overheid en de ondernemingen als voor de diverse betrokkenen. De Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling (overlegorgaan waarin de FOD's, de POD's en de Gemeenschappen en Gewesten zitting hebben) zal met de uitwerking ervan worden belast.

(*Nederlands*) Verder willen we ook de vrijwillige MVO-rapportering stimuleren, door via de interdepartementale commissie voor Duurzame Ontwikkeling een algemeen kader aan te bieden aan ondernemingen die willen experimenteren met het opstellen van een duurzaamheidsverslag.

Ook welzijn op het werk maakt integraal deel uit van het maatschappelijk verantwoord ondernemen. We nodigen de diverse sectoren uit om de welzijnsvraagstukken eigen aan hun sector naar voren te brengen. Er is een akkoord in de Ministerraad om in de interdepartementale commissie voor Duurzame Ontwikkeling voorstellen te doen over transparantieplichting voor beleggingsfondsen, over MVO-criteria en overheidssteun voor investeringen in het buitenland.

01.04 Minister Marie Arena (Frans): Ik zal mijn uiteenzetting vrij beperkt houden en vervolgens antwoorden op de vragen.

De maatregelen die ik als minister van Maatschappelijke Integratie in Oostende voorstelde, moeten de levenskwaliteit van de kansarmen verbeteren.

Vooreerst gaat het om een inhaaloperatie voor het sociaal leefloon, waarvan we het bedrag met 4 % optrekken. In het verlengde daarvan stijgen ook de bijstandsuitkering, de wachtuitkering van de jonge alleenstaanden, de minimuminvaliditeitsuitkeringen en de inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap. Die inhaaloperatie komt zo'n 250.000 mensen, die in staat moeten zijn de rekeningen van elke dag te betalen, ten goede.

Aangezien het sociaal leefloon ten dele ten laste van de gemeenten en de OCMW's komt, werd daarmee in de begroting rekening gehouden. Het bedrag van 250 euro per leefloondossier wordt eveneens met 4 % opgetrokken, om de

des CPAS, afin que leur offre de service ne soit pas interrompue.

Une autre mesure importante en la matière, c'est l'accès au logement. Les sans-abri sont les plus précarisés, mais il y a aussi les femmes battues qui se retrouvent dans des maisons d'accueil, etc. Il faut pouvoir les aider, ce que nous ferons avec la prime de première installation.

S'agissant de la prime d'installation, la mesure adoptée constitue un élargissement d'une mesure existante. Celle-ci concernera les sans-abri bénéficiant d'un revenu d'intégration, d'une allocation de chômage ou d'un faible revenu.

S'agissant de l'accès au logement, une deuxième mesure vise à aider les CPAS à constituer de garanties locatives, soit par le biais de la garantie elle-même, soit par celui de lettres de caution remises au propriétaire. Le fédéral interviendra auprès des CPAS à charge de 25 euros par dossier.

Toutefois, nous insistons également pour responsabiliser les bénéficiaires de cette mesure. En effet, ils seront invités à recomposer leur garantie durant les trois premières années du bail. Au terme du bail, les dégâts constatés seront à charge du locataire.

S'agissant de l'accès à l'emploi, les mesures décidées au niveau des CPAS visent à favoriser l'accès à l'emploi privé grâce à l'article 61. Dans cette perspective, nous avons élaboré un programme de partenariat entre les CPAS et les différents acteurs régionaux de l'emploi.

Lors du conseil d'Ostende, nous avons également confirmé la participation du fédéral en matière de politique des grandes villes. Selon une étude des flux migratoires, l'acquisition d'un logement constitue la première cause de départ des grandes villes. Sur base de cette étude, un volet « Accès au logement » avait été développé lors du Conseil de Gembloux tandis qu'un budget de 71 millions d'euros étalé sur quatre ans a été dégagé au Conseil d'Ostende. Cette mesure s'appliquera dans le cadre de programmes triennaux signé avec les grandes villes. A cet égard, des critères spécifiques à la situation du logement seront fixés dans ces grandes villes afin de répartir ces nouveaux moyens.

gemeentelijke begroting en de OCMW-begroting niet te bezwaren en om ervoor te zorgen dat hun dienstverlening niet in het gedrang komt.

Een andere maatregel betreft de toegang tot de huisvesting. De meest kansarme daklozen, maar ook de mishandelde vrouwen die in opvangtehuizen verblijven, moeten worden geholpen. Daartoe zal de installatiepremie worden aangewend.

Wat de installatiepremie betreft, vormt de goedgekeurde maatregel een uitbreiding van een bestaande maatregel. Zij zal worden uitbetaald aan daklozen die een leefloon of een werkloosheidsuitkering ontvangen of aan personen met een laag inkomen.

Inzake de toegang tot huisvesting strekt een tweede maatregel ertoe de OCMW's te helpen huurwaarborgen op te bouwen, ofwel via de waarborg zelf, ofwel via aan de eigenaar overhandigde borgstellingsbrieven. De OCMW's zullen een forfaitaire federale subsidie van 25 euro per dossier ontvangen.

Wij dringen er eveneens op aan dat de begunstigten van die maatregel zouden worden geresponsabiliseerd. Zij zullen immers worden verzocht hun waarborg in de eerste drie jaar van de huurovereenkomst opnieuw bijeen te brengen. Als de overeenkomst is verstreken zal de huurder voor de vergoeding van de vastgestelde schade moeten instaan.

De maatregelen met betrekking tot de OCMW's strekken ertoe de toegang tot de particuliere arbeidsmarkt te vergemakkelijken dankzij artikel 61. Te dien einde hebben wij een partnerschapsprogramma uitgewerkt tussen de OCMW's en de regionale actoren op het gebied van de werkgelegenheid.

Tijdens de ministerraad in Oostende werd ook bevestigd dat de federale overheid haar steentje zal bijdragen aan het grootstedelijk beleid. Uit een studie van de migratiestromen blijkt dat de aankoop van een eigen woning de belangrijkste oorzaak is van de stadsvlucht. Op grond van die studie werd op de ministerraad van Gembloux een hoofdstuk "Toegang tot huisvesting" uitgewerkt. Op de ministerraad van Oostende werd een budget van 71 miljoen euro uitgetrokken, gespreid over vier jaar. Deze maatregel zal worden uitgevoerd in het kader van de driejarenprogramma's met de grote steden. In dat verband zullen er in die grote steden specifieke criteria worden vastgelegd met betrekking tot de huisvestingssituatie, met het oog

op de verdeling van de nieuwe middelen.

Eu égard à cette politique du logement dans le cadre des grandes villes, nous comptons développer quatre axes. Le premier concerne l'augmentation quantitative de l'offre de logements dans les grandes villes. Le deuxième vise à faciliter l'accès au logement pour certaines catégories de personnes. Le troisième entend lutter contre les logements insalubres dans les grandes villes. Le dernier concerne l'insertion socioprofessionnelle des personnes précarisées via l'accès au logement dans ces grandes villes.

Ces quatre axes seront négocié avec les bourgmestres compétents en matière de politique de développement des grandes villes. Cette concertation nous permettra de définir des actions concrètes adaptées aux différentes réalités du pays en vue de signer ces nouveaux contrats de villes.

Le dernier point dans le cadre de ce Conseil d'Ostende concerne la politique environnementale. En ma fonction de ministre de la Fonction publique, j'ai développé trois points visant à faire du secteur public un exemple en matière de respect de l'environnement

01.05 **Sabine Laruelle**, ministre (*en français*) : Mon intervention sera courte dans la mesure où la majorité des mesures qui concernent les indépendants ont été décidées lors du Conseil qui s'est tenu à Gembloux.

S'agissant de la politique relative aux familles, les mesures adoptées à Ostende toucheront l'ensemble des familles, quel que soit le statut des parents. Il s'agit, par exemple, de la majoration des allocations familiales pour les enfants handicapés ou gravement malades ou encore de l'augmentation de la durée de la déductibilité fiscale de frais liés à l'accueil des enfants.

S'agissant des congés de maternité, cette politique devra être améliorée et nous devons envisager des pistes d'action spécifiques. Ces dernières seront développées dans le rapport final des états-généraux de la Famille qui sera déposé fin juin. Actuellement, nous travaillons avec les organisations en vue d'offrir des solutions acceptables de remplacement aux mamans ayant un statut d'indépendant.

S'agissant des pensions, l'augmentation de la GRAPA de dix euros par mois par an sera applicable à tous, aux salariés, aux indépendants ainsi qu'aux sans statut.

Het huisvestingsbeleid voor de grote steden stoelt op vier krachtlijnen: zorgen voor een groter woningaanbod in de grote steden, het vinden van een woning gemakkelijker maken voor bepaalde bevolkingscategorieën, het probleem van de onbewoonbare of ongezonde woningen in de grote steden aanpakken, en acties op touw zetten voor de maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces van kwetsbare groepen via de toegang tot huisvesting in de grote steden.

Over die vier krachtlijnen zal onderhandeld worden met de burgemeesters die bevoegd zijn voor het ontwikkelingsbeleid van de grote steden. Dankzij dat overleg zullen we concrete acties kunnen uitwerken die aangepast zijn aan de realiteit van het land om aldus nieuwe contracten met de steden te kunnen ondertekenen.

Het laatste punt met betrekking tot de Raad van Oostende heeft betrekking op het milieubeleid. In mijn hoedanigheid van minister van het Openbaar Ambt heb ik die drie punten ontwikkeld die ertoe strekken van de openbare sector een model te maken wat het respect voor het leefmilieu betreft.

01.05 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Mijn betoog zal kort zijn, aangezien de meeste maatregelen die betrekking hebben op de zelfstandigen al op de Ministerraad van Gembloux werden goedgekeurd.

Wat het gezinsbeleid betreft, zullen de in Oostende goedgekeurde maatregelen gelden voor alle gezinnen, ongeacht het statuut van de ouders. Het betreft bijvoorbeeld het optrekken van de kinderbijslag voor gehandicapte of zwaar zieke kinderen, of het verlengen van de duur van de fiscale aftrekbaarheid van kosten voor kinderopvang.

Inzake het ouderschapsverlof moet het beleid worden verbeterd en moeten specifieke maatregelen worden overwogen. Zij zullen verder worden ontwikkeld in het eindverslag van de Staten-Generaal voor het Gezin dat eind juni zal worden ingediend. Momenteel plegen wij overleg met de betrokken organisaties om aanvaardbare wisseloplossingen te kunnen aanreiken aan moeders met een zelfstandigenstatuut.

Wat de pensioenen betreft, zal de inkomensgarantie voor ouderen met tien euro per maand worden verhoogd. Die maatregel zal van

S'agissant de l'adaptation au bien-être des allocations sociales, un mécanisme structurel a été décidé pour le régime des salariés et nous avons demandé à la table ronde de proposer un mécanisme similaire adapté aux indépendants. A cet égard, nous devons travailler avec le comité de gestion du statut social des indépendants dans la mesure où le système décidé à Ostende prévoit l'avis du CNT et du Conseil central de l'économie. La table ronde nous soumettra ses propositions après 2007 tandis que l'adaptation au bien-être décidée à Gembloux entrera en application à partir de 2005.

S'agissant de l'adaptation de l'allocation du bien-être social, nous avons demandé à la table ronde d'élaborer un système destiné aux indépendants qui soit inspiré du système décidé lors du Conseil extraordinaire d'Ostende. Les propositions que nous soumettra la table ronde s'appliqueront après 2007 et celles décidées à Ostende dès 2005.

01.06 Isabelle Simonis, secrétaire d'État (*en français*): Dans un premier temps, je présenterai les dispositions directement liées à la politique des personnes handicapées et, dans un second temps, celles qui concernent la qualité de vie des familles.

La première mesure en matière de politique des personnes handicapées est l'extension de la réforme des allocations familiales majorées. Cette réforme était limitée aux enfants nés après 1996. Le Conseil des ministres d'Ostende a décidé de l'étendre aux enfants nés après le 1^{er} janvier 1993.

La deuxième mesure en faveur des personnes handicapées réside dans l'augmentation de 1% par an, et de 4% en tout, des allocations de remplacement de revenus.

D'autres mesures non moins importantes concernent la simplification administrative. Ces dernières portent sur deux volets : d'une part, l'accès plus simple aux sites web des services fédéraux aux personnes ayant un handicap de la vue, malvoyants ou aveugles; et d'autre part, la mise en place d'un système informatique dans les

toepassings zijn op alle ouderen, zowel de loontrekkenden, de zelfstandigen als de personen zonder statuut.

Inzake de koppeling van de sociale uitkeringen aan de evolutie van de welvaart, werd beslist een structurele regeling voor de loontrekkenden in te voeren en wij hebben op de rondetafelconferentie gevraagd een soortgelijke regeling voor de zelfstandigen voor te stellen. In dat verband zullen wij overleg moeten plegen met het beheerscomité van het sociaal statuut van de zelfstandigen, aangezien de regeling die in Oostende werd goedgekeurd in een advies van de NAR en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven voorziet. De rondetafelconferentie zal ons haar voorstellen na 2007 bezorgen, terwijl de in Gembloux goedgekeurde aanpassing aan de welvaart vanaf 2005 van kracht zal worden.

Inzake de aanpassing van de sociale uitkeringen aan de welvaart, hebben wij de rondetafelconferentie gevraagd een regeling uit te werken voor de zelfstandigen naar het model van de regeling die op de buitengewone Ministerraad van Oostende werd goedgekeurd. De voorstellen die de rondetafelconferentie ons zal voorleggen zullen van kracht worden na 2007 en de maatregelen waartoe in Oostende werd beslist zullen in 2005 ingaan.

01.06 Isabelle Simonis, staatssecretaris (*Frans*): Ik zal eerst ingaan op de bepalingen die rechtstreeks betrekking hebben op het gehandicaptenbeleid, daarna op de bepalingen met betrekking tot de levenskwaliteit van de gezinnen.

Een eerste maatregel in het kader van het gehandicaptenbeleid betreft de uitbreiding van de hervorming van de verhoogde kinderbijslag. De hervorming gold eerst enkel voor kinderen die na 1996 geboren zijn. In Oostende heeft de ministerraad beslist de maatregel te verruimen en ook toe te passen op kinderen die na 1 januari 1993 geboren zijn.

Tweede maatregel ten gunste van de gehandicapten: de verhoging met 1% per jaar en met 4% in totaal van de inkomensvervangende tegemoetkomingen.

Andere, niet minder belangrijke maatregelen strekken tot administratieve vereenvoudiging. Deze maatregelen zijn tweërlei: enerzijds moeten de websites van de federale diensten gemakkelijker toegankelijk zijn voor blinden en slechtzienden, en anderzijds komt er een computersysteem in de gemeenten met het oog op gegevensoverdracht.

communes visant au transfert de données. En effet, il était nécessaire d'équiper les communes d'un système informatique et de travailler sur une base de données efficace.

Le second volet important concerne la famille. Il est évident que les familles belges entendent mieux concilier la vie professionnelle et la vie familiale, à la fois grâce à un meilleur accueil de la petite enfance et de l'enfance et grâce à des congés mieux adaptés à la vie de famille. Le gouvernement a travaillé sur ces deux aspects.

D'abord, le gouvernement a décidé d'encourager l'accueil des enfants hors des périodes scolaires en prévoyant une enveloppe budgétaire. Toutefois, des avis juridiques sont attendus préalablement à la mise en œuvre technique des montants définis.

Ensuite, l'amélioration de la déductibilité fiscale des frais de garde n'est désormais plus limitée aux enfants de trois ans puisqu'elle sera élargie aux enfants jusque douze ans.

Enfin, des améliorations ont été apportées aux différents congés de maternité. En effet, une extension des congés d'accouchement en termes d'hospitalisation du nouveau-né et en cas de naissances multiples a été opérée ainsi que la prolongation du congé de maternité grâce, d'une part, à l'octroi d'une semaine de congé postnatal supplémentaire pour les femmes ayant consommé leurs sept semaines de congé prénatal et, d'autre part, par le transfert d'une semaine de congé prénatal en congé postnatal.

S'agissant des congés pour soins, on vise une meilleure articulation et l'entrée en vigueur rapide de ce congé.

L'extension du congé d'adoption devrait être portée à un mois. Cette mesure entrera en application cette année encore.

Pour conclure, certaines mesures techniques ont été décidées en vue de contrer les difficultés rencontrées par une personne en ménage percevant un supplément social pour les allocations familiales. L'objectif étant qu'elle ne perde rien lorsqu'elle revient sur le marché du travail.

01.07 Kathleen Van Brempt, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*) : A Ostende, de nombreuses mesures ont été prises pour faciliter la combinaison entre soins et travail. Nous avons accordé une attention toute particulière à la naissance et aux soins à prodiguer aux enfants, mais également au congé pour soins. Le budget pour les mesures en matière de congé parental sera augmenté cette année ainsi que les années suivantes. L'indemnité sera ainsi

Dat was nodig: de gemeenten moesten kunnen werken met een computersysteem op grond van een efficiënte databank.

Het tweede belangrijke hoofdstuk betreft het gezin. De Belgische gezinnen streven uiteraard naar manieren om werk en gezinsleven beter te combineren. Dat kan door een betere kinderopvang en beter op het gezinsleven afgestemde verlofregelingen. De regering heeft van beide punten werk gemaakt.

Eerst en vooral heeft de regering beslist kinderopvang buiten de schoolperiodes aan te moedigen door er begrotingsmiddelen voor uit te trekken. Het is echter nog wachten op juridisch advies alvorens de vastgelegde bedragen ook in de praktijk kunnen worden aangewend.

Vervolgens wordt de leeftijdsgrens met betrekking tot de fiscale aftrekbaarheid van de kosten voor kinderopvang opgetrokken van kinderen tot drie jaar tot kinderen tot twaalf jaar.

Voorts werden er verbeteringen aan de verschillende formules van het zwangerschapsverlof aangebracht. Het bevallingsverlof wordt namelijk verlengd indien de pasgeborene opgenomen moet blijven en indien een meerling wordt geboren. Bovendien wordt een bijkomende week postnataal verlof toegekend aan vrouwen die hun zeven weken prenataal verlof hebben opgebruikt en kan één week prenataal verlof in postnataal verlof worden omgezet.

Het zorgverlof zal sneller ingaan en beter op andere vormen van verlof aansluiten.

Het adoptieverlof zal tot één maand worden uitgebreid. Deze maatregel zal nog dit jaar ingaan.

Ten slotte werd besloten bepaalde technische maatregelen te treffen om het werkloze gezinshoofd bij te staan dat een bijkomende sociale uitkering trekt bovenop de kinderbijslag. Het is de bedoeling dat deze persoon geen verlies zou lijden wanneer hij of zij opnieuw gaat werken.

01.07 Staatssecretaris Kathleen Van Brempt (*Nederlands*): In Oostende namen we heel wat maatregelen om de combinatie van zorg en arbeid makkelijker te maken. Bijzondere aandacht hadden we voor de geboorte en de zorg voor kinderen, maar ook voor het zorgverlof. We verhogen dit en de komende jaren het budget voor maatregelen inzake ouderschapsverlof. Zo wordt de uitkering hoger: bij voltijdse onderbreking komt er 100 euro

majorée : en cas d'interruption complète, l'augmentation sera de 100 euros. La durée du congé est également allongée et pourra atteindre un mois en cas d'interruption complète. Il sera désormais également plus facile de passer d'un système à l'autre. Jusqu'à présent, il fallait choisir pour une interruption à 100, 50 ou 20 pour cent. Enfin, nous portons l'âge de l'enfant de quatre à six ans.

Nous laissons dans ce cadre une marge de manœuvre suffisante aux partenaires sociaux. Ils sont en effet les mieux placés pour trouver un équilibre entre les droits des parents et les intérêts des employeurs. S'ils ne parviennent pas à un accord d'ici novembre 2004, le gouvernement prendra ses responsabilités.

Le dossier des maladies professionnelles est un dossier délicat mais important. Jusqu'à présent, une allocation n'était versée qu'en cas de maladie figurant sur la liste officielle des maladies professionnelles ou si l'intéressé était en mesure de prouver l'existence d'un lien de cause à effet entre la maladie et la profession. Nous instaurons à présent la notion de « maladie liée au travail ». Le projet-pilote « dos » mené auprès des infirmiers est étendu notamment aux travailleurs portuaires et aux puéricultrices.

Le plan d'action fédéral pour la réduction des accidents du travail (plan PHARAON) a également été adopté à Ostende. Ce plan comporte 16 étapes. Il y a des initiatives législatives et de soutien. Ces initiatives concernent aussi tant l'enseignement que les différents secteurs. Je pense ainsi à la sécurité sur le lieu de travail. Le nombre d'accidents du travail graves a augmenté au cours des 20 dernières années.

Grâce au plan PHARAON, nous voulons harmoniser les initiatives existantes et mieux utiliser les moyens disponibles. Dans ce cadre, nous avons déjà adapté la législation en ce qui concerne les coordonnateurs de sécurité sur les chantiers temporaires et mobiles. Nous poursuivrons la discussion en la matière dans les mois à venir.

01.08 Luc Goutry (CD&V): Le super conseil des ministres est un nouveau phénomène politique. Il fournit l'occasion à chacun des membres du gouvernement de lancer spontanément une foule d'idées nouvelles. En attendant, le Parlement n'a rien à se mettre sous la dent. Depuis octobre 2003, nous avons traité en tout et pour tout deux projets de loi sérieux en commission de la Santé publique. Pour ne pas s'ennuyer, les parlementaires déposent certes des centaines de propositions de

bij. Het verlof wordt ook langer, tot één maand bij voltijdse onderbreking. Voortaan kan men ook soepeler overstappen van het ene naar het andere stelsel. Totnogtoe moest men kiezen voor 100 procent, 50 procent of 20 procent onderbreking. Ten slotte verhogen we de leeftijd van het kind van vier naar zes jaar.

We geven de sociale partners bij dat alles de nodige speelruimte. Zij kunnen immers het best een evenwicht vinden tussen de rechten van ouders en werknemers. Komen ze tegen november 2004 niet tot een akkoord, dan zal de regering haar verantwoordelijkheid nemen.

Het dossier van de beroepsziekten is moeilijk maar belangrijk. Totnogtoe kreeg men enkel een uitkering als men een ziekte had die op de officiële lijst van beroepsziekten staat, of als men kon bewijzen dat er een oorzakelijk verband is tussen de ziekte en het beroep. Nu voeren we het begrip 'arbeidsgerelateerde ziekte' in. Het proefproject 'ruggen' bij verpleegkundigen wordt uitgebreid naar onder meer havenarbeiders en kleuterleidsters.

In Oostende is ook het Federaal Actieplan voor de Reductie van Arbeidsongevallen (FARAO-plan) goedgekeurd. Daarin zijn zestien stappen opgenomen. Er zijn zowel wetgevende als ondersteunende initiatieven, zowel onderwijs- als sectorinitiatieven. Ik denk dan aan veiligheid op de werkvloer. Het aantal ernstige arbeidsongevallen is de laatste 20 jaar gestegen.

Met het FARAO-plan willen we de vele bestaande initiatieven beter op elkaar afstemmen en de middelen beter benutten. We pasten in dat verband de wetgeving al aan inzake de veiligheidscoördinatie op tijdelijke en mobiele bouwplaatsen. De komende maanden discussiëren we er nog wel over.

01.08 Luc Goutry (CD&V): De superministerraad is een nieuw politiek fenomeen. Tijdens zo'n bijeenkomst worden tegen een hoog tempo losse ideeën gelanceerd. Het Parlement komt intussen nauwelijks nog toe aan wetgevend werk. Sinds oktober 2003 behandelden we in de commissie Volksgezondheid welgeteld twee ernstige wetsontwerpen. Om de verveling tegen te gaan dienen de parlementsleden dan wel honderden wetsvoorstellen in, maar die kunnen niet worden

loi mais elles ne peuvent être examinées.

Lors de ces super conseils des ministres, des divergences de vues très profondes apparaissent. Par exemple, le VLD est favorable à la suppression du contrôle des prix des médicaments alors que le sp.a. et le ministre Rudy Demotte y sont absolument opposés. La ministre de l'Economie, en revanche, ne voit aucun inconvénient au triplement du prix de la Rilatine, sous prétexte qu'il s'inscrit dans la libéralisation du marché.

Je compare le débat sur la qualité de la vie qui s'est tenu à Raversijde à un stand de tir. Le défi semble pouvoir être relevé et l'offre des prix à remporter paraît attrayante mais, au bout du compte, on doit acheter beaucoup plus de plombs que prévu et les prix s'avèrent minables. Car ce qui est en jeu, ce ne sont pas des choses évidentes telles que l'accessibilité du site web pour les aveugles mais de vraies priorités telles que les retards dans le secteur des handicapés. Cinquante mille demandeurs doivent toujours attendre des mois, voire un an, pour percevoir leurs allocations.

L'Etat paie 35 millions de francs belges d'amendes par an pour versement tardif d'allocations. Or ce montant permettrait aisément de recruter dix personnes supplémentaires pour combler les retards. Mais on n'en a pas parlé lors du conseil des ministres spécial de Raversijde, considérant que cela ne concernait pas un débat sur la qualité de la vie. En 2003, 7.000 personnes âgées nécessitant des soins ont dû attendre qu'une solution soit apportée à leur problème mais il n'en a pas davantage été question à Raversijde. Ni, manifestement, des listes d'attente interminables dans les maisons de soins et de repos car, à Raversijde, nos ministres ont jugé prioritaire de régler d'abord les indemnités pour les personnes âgées qui emménagent chez leurs enfants.

01.09 **Frank Vandenbroucke**, ministre (*en néerlandais*): D'aucuns osent-ils à présent affirmer que le plaidoyer fréquemment prononcé par Mme D'hondt et auquel cette proposition offre une réponse n'est en l'espèce pas pertinent ?

01.10 **Luc Goutry** (CD&V): A mes yeux, les personnes qui s'installent chez leurs enfants ont tout d'abord besoin de soins et cette mesure ne permet pas de résoudre ce problème. Le secteur de la psychiatrie est également confronté à une pénurie structurelle qui perdure depuis la précédente législature mais M. Demotte estime qu'il faut d'abord mener une étude pour en analyser l'ampleur. Dans l'intervalle, des personnes sont à la

besproken.

Ook fundamentele verschillen in beleid komen aan de oppervlakte. De VLD is voor de afschaffing van de prijzencontrole op geneesmiddelen, terwijl daar volgens de sp.a en minister Demotte geen sprake kan van zijn. Dat de prijs van Rilatine verdrievoudigt, vindt minister Moerman, onder het mom van de vrije markt, geen probleem.

Ik zou het debat over levenskwaliteit in Raversijde willen vergelijken met een schietkraam. De uitdaging lijkt aannemelijk en het aanbod van prijzen lijkt interessant, maar uiteindelijk moet men veel meer kogels kopen dan gedacht en zijn de prijzen waardeloos. Het gaat immers niet om evidenties zoals de toegankelijkheid van de website voor blinden, maar om echte prioriteiten, zoals de achterstanden in de gehandicaptensector. Vijftigduizend aanvragers moeten nog steeds maanden, tot een jaar toe, wachten op hun uitkeringen.

Per jaar betaalt de overheid 35 miljoen Belgische frank aan boetes wegens laattijdige uitkeringen, daar kunnen gemakkelijk tien extra personeelsleden mee worden aangenomen om de achterstanden weg te werken. Daarover ging het blijkbaar niet in Raversijde, dat hoorde niet bij een debat over levenskwaliteit. In 2003 moesten 7.000 zorgbehoevende bejaarden wachten op een oplossing, maar ook daarover ging het niet in Raversijde. Het ging in Raversijde blijkbaar ook niet over de ellenlange wachtlijsten voor RVT's, want het was prioritair om eerst de vergoedingen te regelen voor bejaarden die bij hun kinderen gaan inwonen.

01.09 Minister **Frank Vandenbroucke** (*Nederlands*): Hoor ik u hier nu beweren dat het herhaalde pleidooi van Greta D'hondt, waarop dit voorstel een antwoord is, niet terzake doet?

01.10 **Luc Goutry** (CD&V): Ik zeg dat mensen die bij hun kinderen gaan inwonen in de eerste plaats zorgbehoevend zijn en dat dat probleem niet wordt opgelost door deze ingreep. Ook in de sector van de psychiatrie is er een structureel tekort, dat al sinds de vorige zittingsperiode wordt meegesleept, maar minister Demotte vindt dat nog maar eens een studie moet onderzoeken hoe groot dit tekort eigenlijk is. Ondertussen staan er mensen op straat

rue parce par manque de moyens financiers. Hier encore, j'ai eu un entretien avec un psychiatre travaillant dans le secteur de la psychiatrie médico-légale. Il m'a indiqué qu'il a été contraint de mettre un terme à un projet important avec des internés faute de moyens.

01.11 Yolande Avontroodt (VLD): Je me joins au plaidoyer en faveur de la psychiatrie médico-légale mais les informations dont M. Goutry dispose à propos de l'abandon du projet sont inexactes. Le gouvernement entend tout mettre en œuvre pour qu'il puisse être réalisé et que les moyens nécessaires à cet effet soient dégagés.

01.12 Luc Goutry (CD&V): Il s'agit du projet FIDES, dont je sais de bonne source que la suppression sera annoncée demain lors d'une conférence de presse.

Les maisons de repos manquent aussi cruellement de temps et d'argent. Soixante pour cent des frais sont correctement indemnisés et pour le restant, la situation est plus que précaire. Il existait autrefois un plan pluriannuel. Aujourd'hui, le gouvernement ne peut plus rien garantir au-delà d'un an. Les personnes âgées et les personnes handicapées, voilà où se situent les priorités, et non dans quelques jours de congé de plus pour les jeunes parents.

01.13 Frank Vandenbroucke, ministre (en néerlandais): Adressez-vous plutôt à Mme Lanjri qui a réclamé ces mesures à cinq reprises.

01.14 Luc Goutry (CD&V): Une augmentation de deux pour cent représente, pour les allocations minimales, 700 francs par mois. C'est ce que vous appelez une solution? Ce n'est pas même une goutte d'eau dans la mer.

On évoque l'ancienneté d'invalides qui ne perçoivent ni pécule de vacances, ni indemnité adéquate, et ce, depuis des années. Pour les travailleurs, l'ancienneté se calcule à partir du premier jour presté et non après la sixième ou septième année de service. Comment peut-on adresser de tels propos aux intéressés ? Voilà l'enjeu de Raversijde et non les « mesurette » annoncées ici. Nous avons déposé des propositions de loi au cours de cette législature et même sous la législature précédente. Nous aurions, quant à nous, pris des mesures concrètes, ambitieuses et surtout substantielles.

01.15 Jean-Marc Delizée (PS): Le gouvernement

omdat de geldkraan dichtgedraaid is. Ik sprak gisteren nog een psychiater uit de forensische psychiatrie die genoodzaakt wordt om een belangrijk project met geïnterneerden te schrappen wegens geldgebrek.

01.11 Yolande Avontroodt (VLD): Ik sluit mij aan bij het pleidooi voor de forensische psychiatrie, maar de informatie van de heer Goutry over de schrapping van het project klopt niet. De regering wil er alles voor doen om dat niet te laten gebeuren en er de financiële middelen voor vrij te maken.

01.12 Luc Goutry (CD&V): Het betreft het FIDES-project en ik weet uit goede bron dat de schrapping van het project morgen in een persconferentie zal worden bekendgemaakt.

Ook in de rusthuizen is er een hopeloos tekort aan tijd en geld. Zestig procent van de kosten worden correct vergoed, voor het overige is het pompen of verzuipen. Vroeger was er een meerjarenplan, nu kan niets nog langer dan een jaar gegarandeerd worden. De ouderen en de gehandicapten, daar liggen de prioriteiten, niet bij enkele dagen extra verlof voor jonge ouders.

01.13 Minister Frank Vandenbroucke (Nederlands): Vertel dat maar aan uw collega Lanjri die daar tot vijfmaal toe op heeft aangedrongen.

01.14 Luc Goutry (CD&V): Twee procent verhoging, dat gaat bij minimumuitkeringen over 700 frank per maand en dat zou dan de oplossing moeten zijn? Het is zelfs geen druppel op een hete plaat.

Men spreekt over anciënniteit bij invaliden die geen vakantiegeld hebben en die al jaren geen aangepaste vergoeding krijgen. Anciënniteit bij werknemers begint vanaf de eerste dag, niet na zes, zeven jaar. Hoe durft men zo iets te zeggen in het gezicht van de mensen? Dat is de inzet van Raversijde en niet het gepruts in de marge dat hier wordt aangekondigd. Wij hebben in deze en zelfs de vorige regeerperiode wetsvoorstellen ingediend. Wij zouden concrete, ambitieuze, maar vooral substantiële maatregelen hebben genomen.

01.15 Jean-Marc Delizée (PS): De regering nam

a pris à Ostende des décisions qui représentent une plus-value importante pour la qualité de vie d'un très grand nombre de nos concitoyens. Il y a un progrès social évident mais qui ne constitue sans doute qu'une première étape vers la consolidation de notre système de protection sociale pour tous et vers une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale. Je vais insister ici sur la question du bien-être. Le gouvernement a pris à cet égard un engagement fort en liant les allocations et les plafonds salariaux au bien-être. On a instauré ou plutôt réinstauré un véritable mécanisme légal pour prévenir cette précarité sociale. La liaison au bien-être a connu, au fil des décennies, des glissements sémantiques et de contenu que le secteur des pensions illustre d'autant mieux qu'il était le premier concerné.

Sous l'effet de la crise, les systèmes d'adaptation ont été progressivement abandonnés et remplacés par l'octroi de primes au bien-être accordées de manière sélective et très épisodique. Aujourd'hui, le problème ne se situe pas au niveau de la couverture sociale, qui est encore relativement performante, mais au niveau des montants qui n'ont cessé de se détériorer. La part de notre produit intérieur brut affectée à la protection sociale se situe maintenant sous la moyenne européenne. Certains plafonds salariaux n'ont plus été revus depuis parfois des décennies. Si plafonner les salaires répond à une logique de solidarité, laisser les maxima se détériorer pendant de très nombreuses années équivaut à miner toute crédibilité du volet assurance de notre sécurité sociale.

L'implication des partenaires sociaux? C'est une bonne chose. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un précédent.

Le gouvernement considère-t-il l'évolution du bien-être comme la progression constatée des salaires au-delà de l'indexation? D'autres paramètres, tels que le revenu moyen par habitant, l'épargne, la fiscalité, entrent-ils en ligne de compte?

Face aux déclarations de M. Viseur dans *La Libre Belgique*, il faut préciser que si les allocations de chômage ne bénéficient pas des revalorisations des allocations les plus anciennes, elles profiteront en revanche du mécanisme structurel qui a été mis en place pour 2007. Le mécanisme légal de liaison au bien-être touchera toutes les personnes concernées par une allocation sociale. Par ailleurs, pour rappel, plusieurs minima et plafonds ont été majorés sous la précédente législature. Une majoration du taux d'indemnisation ne peut pas se confondre avec une adaptation de l'allocation au bien-être, mais l'effort budgétaire a été appréciable.

in Oostende een aantal maatregelen die de levenskwaliteit van heel wat van onze medeburgers ten goede zullen komen. Dat is vanuit sociaal oogpunt een belangrijke stap voorwaarts, maar tegelijkertijd is het maar een eerste stap naar een verankering van ons stelsel van sociale bescherming voor iedereen en naar een betere verzoening tussen beroep en gezin. Ik wil het belang van het welzijn onderstrepen. De regering kwam hier sterk uit de hoek, want ze maakte de uitkeringen en de loongrenzen welvaartvast. Op die manier wordt een wettelijk mechanisme ingevoerd, of beter, opnieuw ingevoerd, om kansarmoede te voorkomen. In de loop der jaren werd aan het begrip "welvaartvastheid" een verschillende betekenis en inhoud gegeven. De pensioensector is daarvan, als eerste betrokken sector, een schoolvoorbeeld.

De gevolgen van de economische crisis lieten zich voelen en de automatische aanpassing diende geleidelijk aan plaats te ruimen voor welvaartspremies, die op selectieve wijze en mondjesmaat werden toegekend. Het probleem vandaag is niet dat bepaalde risico's niet gedekt zijn, wel dat de bedragen een duikvlucht maakten. Het aandeel van ons bruto binnenlands product dat aan sociale bescherming wordt besteed, ligt nu onder het Europese gemiddelde.

Sommige loongrenzen werden al tientallen jaren niet meer herzien. Het instellen van loongrenzen kadert weliswaar in een solidariteitslogica, maar indien men die bedragen jaar na jaar onveranderd laat, ondergraaft dat de geloofwaardigheid van het verzekeringsaspect van onze sociale zekerheid.

Het is positief dat de sociale partners hierbij worden betrokken en het gaat niet om een precedent, zoals sommigen beweren.

Hoe omschrijft de regering de evolutie van de welvaart? Gaat het om de stijging van de lonen boven indexering? Worden nog andere parameters, zoals het gemiddelde inkomen per inwoner, het sparen, de fiscaliteit, in aanmerking genomen?

De heer Viseur deed in "*La Libre Belgique*" een aantal uitspraken met betrekking tot de werkloosheidsuitkeringen. Het bedrag ervan wordt niet op dezelfde manier geherwaardeerd als dat van de oudere uitkeringen, maar het structurele mechanisme dat vanaf 2007 in werking zal treden, is op de werkloosheidsuitkeringen van toepassing. Het wettelijk mechanisme van welvaartvastheid wordt van toepassing op alle mensen met een sociale uitkering. Ik herinner er bovendien aan dat tijdens de vorige regeerperiode verschillende minima en grensbedragen werden opgetrokken. Het optrekken van de vergoedingen is natuurlijk

Enfin, les décisions prises à Gembloux en ce qui concerne le bonus crédit d'impôt permettront, d'ici à 2007, de créer une tension suffisante entre les bas salaires et les allocations de chômage.

Je termine par quatre remarques. En ce qui concerne les allocations, on peut donc craindre que les allocataires ne bénéficient que d'une seule adaptation au cours de la vie.

Deuxièmement, il nous semble illogique de ne pas relever dans le même temps les minima. Pour les travailleurs réguliers, il apparaît que les minima en invalidité ne seront portés au niveau des minima de pensions qu'au 1^{er} janvier 2007. Troisièmement, aucun minima n'est prévu pendant les six premiers mois de l'incapacité primaire de travail. C'est pourtant au début de la maladie que les frais de santé sont souvent les plus lourds. Quatrièmement, la levée du double plafond en matière d'invalidité est une excellente chose.

Notre groupe est très satisfait de la réunion d'Ostende. Mais ce n'est qu'une première étape.

01.16 Hendrik Daems (VLD): Au nom de mon groupe, je me rallie à la méthode de travail adoptée par le gouvernement car elle présente de substantiels avantages. Une série de mesures cohérentes ont été prises lors des conseils des ministres de Gembloux et d'Ostende. Au cours des mois à venir, le travail législatif ne manquera pas pour le parlement. Le débat sur la protection sociale de notre société est un débat compliqué. La moitié pratiquement des dépenses du gouvernement sont liées à la politique sociale. Cela représente au total un quart du revenu national, soit 2.500 milliards de francs. La moindre intervention représente donc beaucoup d'argent. Je me réjouis de constater que le gouvernement aborde la question de la protection sociale de la société avec une vision d'avenir.

Je me réjouis également du fait que l'on a bien pris conscience à présent que la protection sociale de l'individu doit dans toute la mesure du possible est neutre quant à l'activité exercée, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas dépendre du fait qu'une personne est indépendante ou salariée. Des progrès ont été réalisés sur ce plan.

S'il faut pouvoir financer le système, il faut

niet hetzelfde als het welvaartvast maken ervan, maar toch was daar een aanzienlijke budgettaire inspanning mee gemoeid. De beslissingen die in Gembloers met betrekking tot de bonus op het belastingkrediet werden genomen, zullen het mogelijk maken tegen 2007 voor een voldoende spanningsveld tussen de lage lonen en de werkloosheidsuitkeringen te zorgen.

Ik beëindig mijn uiteenzetting met vier opmerkingen. Wat de uitkeringen betreft, valt te vrezen dat de uitkeringsgerechtigden in de loop van hun leven slechts op een enkele aanpassing aanspraak kunnen maken.

Ten tweede vinden wij het niet logisch dat de minimumuitkeringen niet terzelfder tijd worden opgetrokken. Voor reguliere werknemers blijkt dat de minimumuitkeringen inzake invaliditeit pas op 1 januari 2007 tot het niveau van de minimumpensioenen worden verhoogd. Ten derde wordt in geen enkele minimumuitkering voorzien tijdens de eerste zes maanden van de primaire arbeidsongeschiktheid. Het is echter vaak in het beginstadium van een ziekte dat de kosten voor geneeskundige verzorging het hoogst zijn. Ten vierde is het een uitstekende zaak dat het dubbele plafond inzake de invaliditeitsuitkeringen wordt afgeschaft.

Mijn fractie is zeer tevreden over de Ministerraad van Oostende. Maar dat is slechts een eerste stap.

01.16 Hendrik Daems (VLD): Namens mijn fractie onderschrijf ik de werkwijze van de regering, die belangrijke voordelen biedt. Op de beide ministerraden van Gembloers en Oostende werd een coherent pakket maatregelen opgesteld. Het Parlement zal in de komende maanden heel wat wetgevend werk op de plank krijgen. Het debat over de sociale bescherming van onze samenleving is niet eenvoudig. Zowat de helft van alle uitgaven van de regering houdt verband met sociaal beleid. Het gaat in totaal om een vierde van het nationaal inkomen, of 2.500 miljard frank. Een minimale ingreep gaat dan ook meteen over een pak geld. Het verheugt mij dat de regering de sociale bescherming van de maatschappij aanpakt met een toekomstvisie in het hoofd.

Ik ben ook blij dat het besef is doorgedrongen dat de sociale bescherming van elk individu zo activiteitsneutraal mogelijk moet zijn, dit wil zeggen los moet staan van de omstandigheid of iemand zelfstandige is dan wel werknemer. Op dit vlak werd vooruitgang geboekt.

Naast de betaalbaarheid van het systeem is er ook

également pouvoir le mettre en oeuvre. L'acceptation du système par la société doit également devenir un thème politique. Pour cette raison également, il est préférable de tenir des conseils des ministres globaux au lieu de faire prendre des initiatives à l'intention de groupes cibles déterminés.

Mon groupe a réservé un accueil particulièrement positif à l'approche sous l'angle de la liaison des prestations sociales au bien-être. Il est juste et équitable de mener un débat tous les deux ans sur la base de données concrètes. Nous soutenons le modèle de concertation belge, qui exclut un automatisme aveugle, et qui tient compte des pièges du chômage en tant que critère important.

Nous nous réjouissons qu'après la garde d'enfant, on se soit également penché sur la déductibilité fiscale de la prise en charge des parents. Plusieurs collègues du VLD ont déposé des propositions de loi à ce sujet. Le gouvernement tient également compte des observations formulées par l'opposition, ce qui témoigne d'une bonne collaboration.

En ce qui concerne l'exposé de Mme Arena, nous pensons qu'il existe un champ de tension entre la responsabilisation individuelle et collective. Je n'aimerais pas particulièrement que les responsabilités individuelles soient répercutées à la hâte sur la société. Nous abordons ainsi un débat partiellement moral, carrefour de différentes idéologies. Ce débat-là doit également être abordé dans le cadre de celui sur la protection sociale de la société. J'espère que Mme Arena organisera rapidement ce débat.

01.17 Muriel Gerkens (ECOLO): Pas mal de dispositions décidées à Ostende rejoignent les priorités et thèmes importants pour les écologistes. Il y avait déjà eu, sous le gouvernement précédent, des tentatives en la matière, mais des raisons budgétaires en ont empêché la réalisation. Ce qui m'effraie ici, c'est qu'en raison des moyens budgétaires, on ne pourra pas non plus assumer les décisions prises. Celles-ci ressemblent d'ailleurs à un catalogue de bonnes intentions, d'autant que les négociations et consultations doivent encore se faire.

Ne va-t-on pas subir les conséquences de choix faits pour équilibrer les budgets, comme en 2003 ou 2004 ?

Il est paradoxal de voir le gouvernement se réunir

de la faisabilité. Ook de maatschappelijke aanvaarding van het systeem moet een politiek thema worden. Ook hierom is het beter allesomvattende ministerraden te houden in plaats van initiatieven te laten nemen voor welbepaalde doelgroepen.

De aanpak van de welvaartsvastheid van de uitkeringen werd door mijn fractie als bijzonder positief onthaald. Het is billijk en rechtvaardig dat er tweejaarlijks een debat wordt gevoerd op basis van correcte gegevens. We staan achter het Belgische overlegmodel, dat een blind automatisme uitsluit en dat rekening houdt met werkloosheidsvallen als een belangrijk criterium.

Het verheugt ons ook dat er, na de kinderoppas, ook aandacht kwam voor de fiscale aftrek van kosten voor het opvangen van ouders. Enkele VLD-collega's dienden hierover wetsvoorstellen in. De regering houdt ook rekening met de bemerkingen van de oppositie, wat getuigt van een goede samenwerking.

Bij de uiteenzetting van minister Arena maken we de bedenking dat er een spanningsveld bestaat tussen individuele en collectieve responsabilisering. Ik zou het niet graag meemaken dat onze samenleving evolueert naar een waar individuele verantwoordelijkheden al te snel op de rug van de maatschappij worden geschoven. We komen daarmee terecht in een deels moreel debat, op een snijpunt van verschillende ideologieën. Ook dit debat hoort thuis in het algemene debat over de sociale bescherming van de samenleving. Ik hoop dat minister Arena dit debat weldra op gang zal trekken.

01.17 Muriel Gerkens (ECOLO): Tal van maatregelen die te Oostende werden beslist sluiten aan bij de prioriteiten en thema's die voor de groenen belangrijk zijn. Onder de vorige regering werden in dat opzicht al inspanningen gaan maar de budgettaire middelen om ze te verwezenlijken waren er niet. Wat me verontrust is dat ook nu budgettaire middelen de realisatie in de weg zullen staan. Het gaat hier trouwens om een reeks goede voornemens, te meer daar de onderhandelingen en de raadplegingen nog moeten beginnen.

Zal men de gevolgen van de keuzes die werden gemaakt om de begrotingen in evenwicht te brengen, net zoals in 2003 en 2004, niet moeten ondergaan?

De regering komt bijeen voor een mammoetraad en

en Conseil Mammouth, alors que cette dynamique s'associe à une sorte de léthargie du Parlement. On va devoir concrétiser ces mesures, mais les lois-programmes, les projets vont de nouveau être présentés en urgence et le débat parlementaire sera restreint.

Pourquoi se féliciter de la bonne entente des ministres sur ces mesures ? Ces dernières émanent d'eux-mêmes, lorsqu'ils étaient parlementaires, ce qui évite le débat contradictoire. De plus, ces dispositions ne peuvent cacher la progression des mécanismes d'exclusion.

La note gouvernementale disait l'intention d'améliorer le partenariat entre les généralistes, qui gèrent le dossier médical global, et les autres acteurs de la santé. Pourquoi dès lors ne pas consulter les représentants des premiers pour définir le rôle des pharmaciens ? En outre, par quelles propositions concrètes allez-vous garantir l'approche globale de ces derniers ?

Il est louable de privilégier les honoraires forfaitaires des pharmaciens plutôt que les marges bénéficiaires sur les médicaments. Mais dans quelles proportions ? Si les frais de fonctionnement doivent être couverts par les marges bénéficiaires, le risque est de voir augmenter les médicaments à bas prix.

D'autres dispositions plus respectueuses des personnes handicapées étaient envisageables, avec un étalement des coûts. Plusieurs propositions ont été déposées ici, notamment pour éviter les pièges à l'emploi, améliorer l'accès aux allocations, assouplir les prises de congé des parents d'enfants handicapés.

Enfin, il faudra approfondir la question des femmes indépendantes avec la table ronde des indépendants, entre autres pour le remplacement de toute période de maladie, et pas uniquement les congés de maternité. Ainsi que pour la possibilité d'un financement des indépendants au FESC, leur ouvrant l'accès à ses structures d'accueil d'enfants.

01.18 Greet van Gool (sp.a-spirit): Le groupe sp.a se réjouit des mesures qui ont été prises à Raversijde. De notre point de vue aussi, certaines

het Parlement dommelt in, paradoxaal niet? De maatregelen moeten concrete vorm krijgen, maar de programmawetten, de ontwerpen zullen snel moeten worden goedgekeurd en het parlementair debat zal worden beknot.

Waarom zou men de goede verstandhouding onder de ministers met betrekking tot deze maatregelen toejuichen? Die maatregelen werden al voorgesteld toen ze nog parlementsleden waren, wat een tegensprekelijk debat uitsluit. De voorgestelde bepalingen kunnen niet verberegen dat de uitsluiting steeds maar toeneemt.

In de nota van de regering stond dat er gestreefd wordt naar een beter partnerschap tussen de huisartsen, die het globaal medisch dossier beheren, en de overige gezondheidswerkers. Waarom worden de vertegenwoordigers van de huisartsen dan niet geraadpleegd over de definitie van de rol van de apotheker? Hoe gaat u de totaalaanpak die de apotheker kenmerkt, in concrete voorstellen gieten?

Het is een goede zaak dat de nadruk meer zal liggen op een forfaitair ereloon voor de apotheker dan op een winstmarge op de geneesmiddelenverkoop. Maar hoe zal de ene inkomstenbron in verhouding staan tot de andere? Als de werkingskosten gedekt moeten worden door de winstmarges, is het niet uitgesloten dat de goedkopere geneesmiddelen duurder zullen worden.

Er konden nog andere van meer eerbied voor de gehandicapten getuigende maatregelen worden overwogen waarbij de kosten zouden kunnen worden gespreid. Er werden verscheidene voorstellen in de Kamer ingediend, die er met name toe strekken de werkloosheidsvallen te vermijden, de toegang tot de uitkeringen te verbeteren en de verlofregelingen voor ouders van gehandicapte kinderen te versoepelen.

Ten slotte zal op de rondetafelconferentie voor de zelfstandigen de kwestie van de vrouwelijke zelfstandigen nader moeten worden onderzocht, onder meer wat betreft de vervanging bij ziekte en niet enkel in geval van zwangerschapsverlof. Hetzelfde geldt voor de mogelijkheid om de zelfstandigen een financiële bijdrage te laten betalen aan het FCUD, zodat zij toegang krijgen tot die structuren voor kinderopvang.

01.18 Greet van Gool (sp.a-spirit): De sp.a-fractie verheugt zich over de maatregelen die genomen werden in Raversijde. Ook voor ons zouden enkele

mesures pourraient être plus audacieuses mais elles constituent un premier pas.

Je voudrais aborder les allocations et la politique des handicapés. La liaison de leurs allocations à l'évolution du bien-être revêt à nos yeux beaucoup d'importance. Ce concept a été instauré précédemment pour les pensions mais il est aujourd'hui généralisé pour toutes les allocations sociales. On introduit un automatisme qui engendrera un versement des indemnités concernées à intervalles réguliers. Je me demande s'il en ira de même pour les allocations destinées aux indépendants.

L'adaptation des mesures prévoyant une garantie de revenus pour les personnes âgées est très importante également. Il s'agit de personnes percevant un bas revenu. Dorénavant, les enfants qui accueillent leurs parents chez eux ne seront plus pénalisés. Un manque de clarté subsiste concernant les pensions minimales des indépendants. Autrefois, il y avait une liaison entre la pension minimale et le revenu garanti aux personnes âgées mais elle a été abandonnée avec l'instauration de la garantie de revenus pour ces personnes âgées. Par conséquent, un fossé peut de nouveau se creuser entre cette garantie et la pension minimale.

Il était prévu d'augmenter l'allocation d'invalidité minimale pour les travailleurs irréguliers et de tenir compte du revenu du ménage. J'ai le sentiment qu'il n'y a pas assez de mesures concrètes pour faire disparaître les pièges du chômage. Et j'aurais aimé avoir plus d'explications au sujet de l'emploi progressif.

En ce qui concerne la politique des personnes handicapées, je signale à M. Luc Goutry que le CD&V n'est pas le seul parti à se soucier des handicapés. La *Vlaamse Vereniging voor Geestelijke Gezondheid* propose des stages qui sont fréquemment suivis par des membres de la majorité. Un certain retard s'est accumulé mais la secrétaire d'Etat Simonis a promis une solution. Des mesures telles que le renforcement du personnel ne peuvent avoir d'effet immédiat.

L'allocation de remplacement de revenus est majorée. Mais qu'en est-il du cumul de l'allocation d'intégration et des revenus de remplacement ? Un budget est-il dégagé à cet effet ? Il s'agit là d'un élément important dans le cadre de la suppression des pièges à l'inactivité.

Les sites internet du gouvernement fédéral devraient être accessibles aux aveugles et aux

maatregelen verder mogen gaan, maar dit is een eerste stap.

Ik zal het hebben over de uitkeringen en het beleid voor personen met een handicap. De welvaartsvastheid van de uitkeringen is erg belangrijk. Het concept werd eerder ingevoerd voor pensioenen, maar wordt nu veralgemeend voor alle sociale uitkeringen. Er wordt een automatisme ingevoerd waardoor de welvaartsuitkering op regelmatige tijdstippen zal gebeuren. Ik vraag me af of dit ook geldt voor uitkeringen voor zelfstandigen.

De aanpassing van de maatregelen voor de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) is eveneens belangrijk. Het gaat over mensen met een laag inkomen. Kinderen die hun ouders opnemen zullen voortaan niet meer gestraft worden. Er is nog onduidelijkheid over de minimumpensioenen voor zelfstandigen. Vroeger bestond er een koppeling tussen het minimumpensioen en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, maar die viel weg met de invoering van de IGO. Er kan terug een kloof ontstaan tussen de IGO en het minimumpensioen.

De minimuminvaliditeitsuitkering zou verhogen voor onregelmatige werknemers en er zou meer rekening worden gehouden met het gezinsinkomen. Ik mis concrete maatregelen om inactiviteitsvallen weg te werken. Ik had ook graag meer uitleg over de progressieve tewerkstelling.

Inzake het beleid voor personen met een handicap meld ik de heer Luc Goutry dat niet enkel CD&V bekommerd is om gehandicapten. De Vlaamse Vereniging voor Geestelijke Gezondheid biedt stages aan die frequent door leden van de meerderheid worden gevolgd. Er is een zekere achterstand, maar staatssecretaris Simonis heeft daarvoor een oplossing beloofd. Maatregelen zoals de versterking van het personeel kunnen geen onmiddellijk effect hebben.

De inkomensvervangende tegemoetkoming wordt verhoogd. Hoe werkt echter de cumulatie tussen de integratietegemoetkoming en het vervangingsinkomen? Wordt daarvoor een budget vrijgemaakt? Dit is een belangrijk element bij het wegwerken van inactiviteitsvallen.

De websites van de federale overheid zouden toegankelijk moeten zijn voor blinden en

malvoyants. Ils constituent une source d'information importante. La plupart ne le sont toujours pas suffisamment. La secrétaire d'Etat remédiera-t-elle à ces lacunes ?

Après la prolongation du congé d'adoption, le gouvernement envisage-t-il une mesure similaire pour le congé dont bénéficient les parents d'accueil ?

Notre groupe collaborera dans un esprit constructif à la réalisation des mesures annoncées.

01.19 Koen Bultinck (VLAAMS BLOK): Il ressort clairement du méga-conseil des ministres d'Ostende que la campagne électorale a débuté. Dans le plus pur style des anciens dirigeants des pays de l'Est, les ministres n'ont pas cessé de vanter leurs propres mérites. Nous ne retiendrons de tout cela que le coup de vent qui a soulevé la jupe de Freya Van den Bossche. Le gouvernement lance des idées séduisantes mais ne les met pas à exécution. Nous lançons un appel dans toutes les directions pour que la politique redevienne chose sérieuse. Les conseils des ministres de Gembloux et d'Ostende n'ont débouché que sur très peu de choses concrètes et il semble qu'il en ira de même du super-conseil des ministres consacré à la sécurité.

Un article dans le quotidien *De Tijd* du 23 mars illustre parfaitement la position du VLD: les libéraux se satisfont d'un second rôle. Le premier ministre Verhofstadt n'est plus toléré que comme une marionnette et il est flanqué sur tous les écrans d'une série d'excellences socialistes.

En ce qui concerne la liaison au bien-être envisagée, un problème technique se pose. Celle-ci risque, en effet, de prendre du retard pendant des périodes où les rémunérations sont continuellement augmentées. Les indépendants bénéficieront-ils également de cette liaison au bien-être? Le VLD se réfère continuellement à l'amélioration du statut social des indépendants, mais la table ronde à ce sujet ne se réunit presque pas. Nous soulignons que la liaison au bien-être serait beaucoup plus aisée à réaliser au sein d'une Belgique scindée, dont la sécurité sociale serait également scindée. J'attends avec impatience les résultats concrets des études du ministre Demotte, après les vacances de Pâques, sans toutefois me faire d'illusions sur l'approche concrète des questions de sécurité sociale.

Le Vlaams Blok est partisan d'une meilleure harmonisation de la famille et du travail. Une série de points, comme le congé parental et le congé de

slechtzienden. Die sites zijn een belangrijke bron van informatie. De meeste voldoen nog niet. Zal de staatssecretaris dat verhelpen?

Wordt na de verlenging van het adoptieverlof ook gedacht aan een gelijkaardige maatregel voor het verlof ten voordele van pleegouders?

Onze fractie zal constructief meewerken aan de realisatie van de aangekondigde maatregelen.

01.19 Koen Bultinck (VLAAMS BLOK): De megaministerraad van Oostende verduidelijkte dat de kiescampagne is begonnen. In ware Oostblokstijl etaleerden de ministers voortdurend hoe goed ze wel zijn. Alleen het opwaaiend rokje van Freya Van den Bossche is ons bijgebleven. De regering lanceert leuke ideetjes, maar voert ze niet concreet uit. Wij roepen iedereen op om eindelijk de ernst terug te brengen in de politiek. Van Gembloers en Oostende werd zeer weinig geconcretiseerd en de megaministerraad over veiligheid is hetzelfde lot beschoren.

Een artikel in *De Tijd* van 23 maart illustreert perfect de positie van de VLD: de liberalen nemen genoegen met een bijrol. Premier Verhofstadt wordt alleen nog getolereerd als pop en wordt op elk scherm geflankeerd door een resem socialistische excellenties.

Wat de beoogde welvaartsvastheid betreft, is er een technisch probleem. Die dreigt namelijk achterop te geraken in periodes dat de lonen voortdurend worden opgetrokken. Zullen ook de zelfstandigen van die welvaartsvastheid genieten? De VLD heeft het voortdurend over de verbetering van het sociaal statuut van de zelfstandigen, maar de rondetafel daarover vergadert nauwelijks. Wij beklemtonen dat welvaartsvastheid veel makkelijker te realiseren zou zijn in een gesplitst België met een gesplitste sociale zekerheid. Ik kijk uit naar de concrete resultaten van de studies van minister Demotte, na de paasvakantie, al maak ik mij geen illusies over de concrete aanpak van de socialezekerheidskwesties.

Het Vlaams Blok is voorstander van een betere afstemming van gezin en arbeid op elkaar. Een reeks items zoals het ouderschapsverlof en het

maternité, a été confiée à la concertation sociale. Il faut également organiser d'urgence une évaluation du crédit-temps. Ces points doivent être accessibles aux PME. Il est évident que l'extension des régimes de congé s'applique exclusivement aux travailleurs.

En ce qui concerne la secrétaire d'Etat, Mme Simonis, nous attendons les résultats concrets des états généraux de la famille. A combien de reprises ces états généraux se sont-ils réunis ? Quelles initiatives concrètes ont-elles été prises à cette occasion ?

Le secteur pharmaceutique prétend que les nouvelles mesures relatives aux médicaments ne respectent pas l'accord conclu au mois de janvier. En quoi l'accord et les décisions concrètes diffèrent-elles ?

La structure de l'asbl Farmaco, agissant en qualité de conseiller indépendant à l'égard des pharmaciens, suscite des interrogations. Des personnes comme Pierre Chevalier et Koen Verhofstadt siègent au sein du conseil d'administration. Une telle composition correspond-elle aux objectifs de l'asbl ?

Je regrette que Mme Moerman, qui a dû répondre à des questions en commission de l'Economie, ne participe pas à ce débat. J'espère qu'elle aura répondu de manière analogue à des questions sur le contrôle des prix des médicaments. La ministre entend supprimer ces contrôles alors que les ministres Vandenbroucke et Demotte ne le souhaitent pas. Quand la situation sera-t-elle clarifiée ?

Le gouvernement évoque souvent la simplification administrative mais, concernant le contrôle de la sécurité alimentaire, nous sommes confrontés à un foisonnement de labels. Il serait plus simple et plus clair de supprimer ces labels ou de définir des orientations plus claires avant d'instaurer un nouveau label.

Il est regrettable que le gouvernement lance autant d'idées sans jamais prendre de mesures concrètes. Nous voulons un gouvernement qui gouverne.

01.20 Dominique Tilmans (MR) : J'ai du mal à me faire à la vulgarité des propos du Vlaams Blok. Quant au CD&V, je voudrais dire à M. Goutry que l'opposition est toujours généreuse et que le gouvernement n'a pas de leçons à recevoir de sa part. Si les élections sont proches, la situation économique est difficile et ne permet pas de miracles. Même si beaucoup reste à faire, le MR se

zwangerschapsverlof werd doorgeschoven naar het sociaal overleg. Er moet ook dringend een evaluatie komen van het tijdskrediet. Dergelijke punten moeten haalbaar zijn voor de KMO's. Het is duidelijk dat de uitbreiding van de verlofregelingen uitsluitend geldt voor de werknemers.

Wat staatssecretaris Simonis betreft, wachten wij op concrete resultaten van de staten-generaal van het gezin. Hoeveel keer is die staten-generaal bijeen geweest? Wat is daar concreet bereikt?

De farmaceutische sector beweert dat de nieuwe maatregelen inzake geneesmiddelen het in januari bereikte akkoord doorbreken. Wat is het verschil tussen dat akkoord en de concrete beslissingen?

De structuur van de VZW Farmaco, als onafhankelijk adviseur ten opzichte van de apothekers, roept vragen op. Er hebben mensen zoals Pierre Chevalier en Koen Verhofstadt zitting in de raad van bestuur. Strookt die samenstelling met de doelstellingen van de VZW?

Ik betreur dat minister Moerman afwezig bleef bij dit debat wegens vragen in de commissie Bedrijfsleven. Ik hoop dat zij gelijklopend heeft geantwoord op vragen over de prijscontrole van geneesmiddelen. Minister Moerman wil ze afschaffen, de ministers Vandenbroucke en Demotte willen ze behouden. Wanneer schept men klaarheid?

De regering heeft het dikwijls over de administratieve vereenvoudiging, maar wat de controle op de voedselveiligheid betreft bestaat er een wirwar aan labels. Het zou eenvoudiger en duidelijker zijn deze labels af te schaffen of duidelijker krijtlijnen te trekken vooraleer een nieuw label in te voeren.

Dat de regering veel ideeën spuit maar geen concrete maatregelen doorvoert, vind ik problematisch. Wij willen een regering die regeert.

01.20 Dominique Tilmans (MR): Ik heb het moeilijk met de vulgariteit van de uitlatingen van het Vlaams Blok. Wat de CD&V betreft, wil ik tegen de heer Goutry zeggen dat de oppositie altijd gul is en dat de regering er geen lessen van heeft te ontvangen. De verkiezingen mogen dan wel in het verschiet liggen, de economische toestand is onzeker en wij kunnen geen wonderen verrichten.

félicite des décisions prises à Ostende, qui allègent la situation sociale de milliers de personnes tout en respectant la réalité budgétaire : la mise en place d'un mécanisme de liaison de certaines allocations sociales et le relèvement des plafonds salariaux; l'amélioration de la GRAPA, dont bénéficieront aussi les indépendants; la déduction fiscale des frais de garde d'enfants jusqu'à douze ans, au profit des salariés et des indépendants, mais surtout des femmes; la libération partielle du travail des pensionnés, dont la libération totale est espérée au deuxième semestre; l'assurabilité contre les maladies chroniques; le soutien à la politique des médicaments.

Je voudrais demander à Mme Arena, où seront situés les dix parcs informatiques créés dans le cadre de la lutte contre la fracture numérique en collaboration avec cinq CPAS. L'équilibre entre zones rurales et urbaines sera-t-il respecté ?

Je souhaite aussi apprendre du ministre Demotte quelles sont les grandes lignes de la réforme légale en matière de médicaments et d'exercice de la médecine vétérinaire.

01.21 Nahima Lanjri (CD&V): Prêter attention à la qualité de la vie et aux allocations est certes important mais la réunion de Raversijde risque de donner aussi peu de résultats que celle de Gembloux : beaucoup d'annonces, aucune concrétisation.

Nous sommes nous aussi en faveur d'emplois qualitatifs mais, pour cela, il faut des emplois. Le gouvernement voulait en créer 200.000 mais aujourd'hui il y en a 68.000 de moins qu'il y a deux ans. Pire, il y a aujourd'hui 30.000 personnes occupées de moins. Selon la FEB, notre pays s'éloigne de plus en plus de la norme de Lisbonne.

Diverses mesures annoncées à Raversijde figuraient déjà dans l'accord de gouvernement. Un plat trop réchauffé finit par ne plus contenir aucune vitamine. Le principe de la liaison des pensions à l'évolution du bien-être existe depuis 1996. Quiconque perçoit une allocation d'invalidité de 875 euros ne percevra que 18 euros de plus et, pour cela, il devra attendre huit ans. Du reste, j'ai cru comprendre que cette allocation était unique. En outre, 560.000 chômeurs, les parias de la coalition arc-en-ciel, n'entrent pas en considération pour en bénéficier. M. Daems dit qu'il y a de nombreux

Al is er nog veel werk aan de winkel, toch is de MR blij met de beslissingen die in Oostende werden genomen, omdat zij de sociale omstandigheden van duizenden mensen verbeteren en tegelijkertijd binnen de grenzen van de begroting blijven: de uitbouw van een koppelingsmechanisme voor bepaalde sociale uitkeringen en de verhoging van de loongrenzen ; de verbetering van de IGO, waar ook de zelfstandigen baat bij zullen hebben ; de fiscale aftrekbaarheid van de kosten voor opvang van kinderen tot twaalf jaar, ten voordele van de loontrekkenden en de zelfstandigen, maar vooral van de vrouwen ; de gedeeltelijke vrijmaking van arbeid door gepensioneerden (de volledige vrijmaking zou tegen het tweede semester worden bereikt); de mogelijkheid om zich tegen chronische ziekten te verzekeren ; de ondersteuning van het geneesmiddelenbeleid.

Ik zou mevrouw Arena willen vragen waar de tien informaticaparken zijn gelegen die in het kader van de strijd tegen de digitale kloof in samenwerking met vijf OCMW's in het leven werden geroepen. Zal het evenwicht tussen landelijke zones en stedelijke zones gerespecteerd worden?

Tevens wens ik van minister Demotte te vernemen wat de krachtlijnen zijn van de wettelijke hervorming op het gebied van de geneeskunde en de uitoefening van de dierengeneeskunde?

01.21 Nahima Lanjri (CD&V): Aandacht voor levenskwaliteit en uitkeringen is belangrijk, maar met Raversijde dreigt het dezelfde weg op te gaan als met Gembloux: veel aankondigingen, geen realisaties.

Ook wij zijn voor kwalitatieve jobs, maar dan moeten er wel jobs zijn. De regering wou 200.000 nieuwe banen; vandaag zijn er echter 68.000 minder dan twee jaar geleden. Bovendien zijn 30.000 minder mensen aan de slag. Volgens het VBO drijft ons land verder af van de Lissabon-norm.

Diverse maatregelen die in Raversijde werden aangekondigd, stonden al in het regeerakkoord. Wanneer men dezelfde soep te vaak opwarmt, houdt men op de duur geen vitaminen meer over. Het principe van de welvaartsaanpassing voor pensioenen bestaat al sinds 1996. Wie een invaliditeitsuitkering krijgt van 875 euro, zal slechts 18 euro meer krijgen en zal daar acht jaar op moeten wachten. Ik heb overigens begrepen dat de aanpassing eenmalig is. Bovendien komen 560.000 werklozen, de paria's van paars, niet in aanmerking. De heer Daems heeft makkelijk praten

profiteurs, mais c'est facile à dire. Je suis favorable à un durcissement du contrôle mais je ne pense pas, moi, que ceux qui ne trouvent pas d'emploi soient des profiteurs. J'estime au contraire que les chômeurs méritent la liaison de leur allocation au bien-être. Quel pourcentage des ayants droit bénéficieront de cette adaptation à l'évolution du bien-être en 2004, 2005 et 2006 ?

En matière de pensions de ménage, la nouvelle méthode n'est pas suffisante pour supprimer les discriminations. Un arrêt dispose qu'il faut scinder en deux parties le revenu commun et leur appliquer la déduction.

01.22 **Frank Vandenbroucke** ministre (en néerlandais): Pour contrer cet arrêt, un gouvernement auquel participait le CD&V avait modifié la loi de telle sorte qu'une pension de ménage devait être traitée comme un seul revenu. Sur ce point, nous corrigeons donc le tir.

J'espère donc que cette technique sera appliquée, afin qu'il n'y ait pas de discrimination des personnes bénéficiant d'un revenu de ménage. Il faut penser à l'avenir.

Les emplois sont évidemment importants mais que représente une équipe d'intervention composée de à peine cent personnes ? Il est en outre question d'un roulement, ce qui signifie que ces travailleurs se retrouveront au chômage après un certain temps.

Notre parti se réjouit par ailleurs de la concrétisation de plusieurs de nos propositions, notamment en ce qui concerne le congé parental, le congé de maternité et la liaison au bien-être. L'instauration d'un congé d'adoption est également une bonne chose, même s'il se limite à un mois et non à huit semaines comme nous l'avions demandé. En ce qui concerne la liaison au bien-être, certaines catégories ont manifestement été oubliées. Je pense aux chômeurs, aux enfants d'indépendants et aux personnes présentant un handicap. C'est également la grogne au sein du PS car celui-ci voulait augmenter les revenus les plus bas. Aucune mesure n'a par ailleurs été prise en ce qui concerne le pécule de vacances pour les personnes handicapées.

Le ministre pourrait-il expliquer concrètement ce que signifie la notion de liaison au bien-être ? De quelle marge budgétaire dispose-t-il ? Qu'en sera-t-il si les partenaires sociaux veulent aller plus loin que ce que le budget permet ?

Les pères ont également été oubliés car ils ne peuvent bénéficier de l'élargissement prévu des

over profiteurs. Ik ben voor een strengere controle, maar wie geen werk vindt is toch geen profiteur? Ook werklozen verdienen een welvaartsaanpassing. Hoeveel procent van de uitkeringsgerechtigden zal de aanpassing genieten in 2004, 2005 en 2006?

Inzake gezinspensioenen is de nieuwe techniek niet afdoende om de discriminatie weg te werken. Een arrest zegt dat men het gezamenlijke inkomen in twee delen moet splitsen en daar dan de aftrek op toepassen.

01.22 **Minister Frank Vandenbroucke** (Nederlands): Om dat arrest te counteren, heeft een CD&V-regering indertijd de wet veranderd, waardoor een gezinspensioen als één inkomen moest worden behandeld. Daar passen wij nu een mouw aan.

Ik hoop dus dat deze techniek zal worden doorgevoerd, zodat de mensen met een gezinsinkomen niet gediscrimineerd worden. We moeten de toekomst voor ogen houden.

Natuurlijk zijn jobs belangrijk, maar wat haalt een interventieteam dat nauwelijks honderd man telt uit? Daarbij wordt er gesproken van roulatie, dus keren deze werknemers na verloop van tijd terug naar de werkloosheid.

Verder is onze partij verheugd dat er verschillende van onze voorstellen werden gerealiseerd, onder meer betreffende het ouderschapsverlof, het moederschapsverlof en de welvaartsvastheid. Ook het adoptieverlof is een goede zaak, alhoewel het nu maar één maand bedraagt en niet de acht weken waarom wij gevraagd hadden. Inzake de welvaartsvastheid zijn er echter vergeten groepen. Ik heb het over de werklozen, de kinderen van zelfstandigen en van werknemers en de mensen met een handicap. Ook de PS mort, want die wilde een verhoging van de laagste inkomens. Ook over het vakantiegeld voor gehandicapten vind ik niets terug.

Kan de minister het begrip welvaartsvastheid concreet toelichten? Wat is zijn budgettaire marge? Wat zal er gebeuren wanneer de sociale partners meer willen doen dan het budget mogelijk maakt?

Ook de vaders vormen een vergeten groep die niet kan genieten van de geplande uitbreiding van

régimes de congé.

01.23 Kathleen Van Brempt, secrétaire d'Etat (*en néerlandais*): Que les pères commencent par prendre un congé parental.

01.24 Nahima Lanjri (CD&V): Le congé pour soins palliatifs et le congé d'adoption sont très importants aussi.

J'aimerais poser une dernière question à la ministre Arena au sujet des grandes villes. S'agit-il des mêmes mesures que celles prises à Gembloux? Concrètement, s'agit-il de 25 millions par an ou tous les trois ans?

01.25 Rudy Demotte, ministre (*en français*): En ce qui concerne la place du pharmacien, il faut jouer sur la complémentarité. Dans cette optique, nous avons dégagé trois millions pour une concertation à l'échelon des médecins et des pharmaciens.

Quant à savoir si les médecins ont été consultés, nous sommes ici dans le cadre d'un accord avec les pharmaciens. Il ne s'agit même pas de l'industrie pharmaceutique. L'idée est de travailler sur le statut du pharmacien qui délivre des médicaments, et qui n'est pas un prescripteur.

Les gens sont très fidèles à leurs pharmaciens. Cela signifie qu'un contrôle est possible, notamment lorsque des patients ont consulté des médecins différents ou lorsque des personnes souhaitent utiliser des médicaments sans prescription. Il ne s'agit pas de créer une concurrence entre les médecins et les pharmaciens. Un coup de fil au prescripteur peut être salutaire.

Dans le cadre du traitement accordé au pharmacien, l'objectif n'est pas de faire des économies sur son dos. Limiter les rémunérations sur base des ventes est un peu réducteur par rapport au service apporté.

Enfin, pour ce qui est de l'ASBL Farmaka, je ne suis pas promoteur des thèses libérales. J'agis par conviction, car cette ASBL possède une expérience de conventions avec l'INAMI qui sont jugées comme de bonnes conventions. Son action porte sur la formation de personnes qui interviennent dans la chaîne de délivrance des médicaments. Cela ne concerne pas uniquement des pharmaciens mais également des médecins. A cet

verlofregelingen.

01.23 Staatssecretaris Kathleen Van Brempt (*Nederlands*): Laat de vaders eerst beginnen met de effectieve opname van hun ouderschapsverlof.

01.24 Nahima Lanjri (CD&V): Ook het palliatieve verlof en het pleegverlof zijn enorm belangrijk.

Ik heb nog een laatste vraag voor minister Arena betreffende de grote steden. Gaat het hier om dezelfde maatregelen als in Gemblours? Gaat het hier concreet om 25 miljoen per jaar of per drie jaar?

01.25 Minister Rudy Demotte (*Frans*): Wat de plaats van de apotheker betreft, dient op de complementariteit te worden gemikt. In die optiek hebben wij drie miljoen uitgetrokken voor het overleg op het niveau van de geneesheren en de apothekers.

Op de vraag of de artsen werden geraadpleegd, kan ik u zeggen dat het hier om een akkoord met de apothekers gaat. Het gaat zelfs niet om de geneesmiddelenindustrie. Het is de bedoeling het statuut bij te schaven van de apotheker die geneesmiddelen verstrekt maar die ze niet voorschrijft.

De mensen zijn hun apotheker zeer trouw. Dat betekent dat een controle kan worden ingesteld, met name wanneer patiënten verschillende artsen hebben geraadpleegd of wanneer personen geneesmiddelen willen nemen waarvoor geen voorschrift is vereist. Het is niet de bedoeling dat artsen en apothekers elkaar beconcurreren. Een telefoontje naar de voorschrijvende arts kan soelaas brengen.

Wat de bezoldiging of vergoeding van de apotheker betreft, is het niet mijn bedoeling te besparen ten koste van de apothekers. Een koppeling van de inkomsten van de apotheker aan de verkoop getuigt van een nogal enge benadering van het beroep; er staat toch ook de dienstverlening tegenover.

In verband met de vzw Farmaka verkondig ik geen liberale stellingen. Ik handel uit overtuiging. Die vzw heeft al een zekere ervaring opgedaan met overeenkomsten met het RIZIV, en iedereen is het erover eens dat dat goede overeenkomsten zijn. De vzw houdt zich bezig met de opleiding van mensen die actief zijn in de geneesmiddelen distributie. Daarbij gaat het niet alleen om apothekers, maar

égard, je voudrais m'ériger contre d'aucuns qui ont émis l'hypothèse que ces délégués pourraient être des missi dominici du gouvernement. Si la même critique avait porté sur des délégués commerciaux, j'aurais pu la comprendre mais ici, il s'agit de délégués formés de façon indépendante pour prescrire. Cette critique me paraît malvenue.

En ce qui concerne la promotion de médicaments pour animaux, les mêmes règles que pour les humains s'appliquent. Les animaux qui reçoivent des médicaments peuvent aussi être « victimes » de modes de prescription, et nous avons donc pris des dispositions en médecine et pharmacie vétérinaire analogues à celles en médecine et pharmacie humaines.

En réponse à M. Daems, je dirais qu'il a raison de mettre en garde contre une économie purement redistributive. Le but du gouvernement est de permettre la création de richesses autant que leur distribution. Le modèle économique atteint l'équilibre quand la redistribution évolue dans le cadre d'une économie prospère. Il doit donc être soutenable à long terme.

Mais cela fonctionne dans l'autre sens également, et une redistribution profitable a tout son sens sur le plan économique. L'équilibre se fait entre « betaalbaarheid » et « aanvaarbaarheid », car la pérennité du système économique dépend aussi de son efficacité sociale.

Je terminerai par un sujet sur lequel Mme Arena pourra s'étendre plus longuement, la prise en charge des personnes âgées à domicile. C'est tout un débat sur le lieu où ces personnes pourront être prises en charge, sur les structures d'accueil, etc. Jusqu'ici, dans certains cas, on perdait des avantages en prenant en charge ses parents âgés à domicile, mais pas si on les plaçait dans des structures d'accueil collectives. Nous n'en sommes qu'au début de la réflexion sur ce sujet, dont le Parlement aura certainement à connaître à l'avenir.

01.26 **Frank Vandenbroucke**, ministre (en néerlandais): Je déplore la manière dont certains mènent le débat. Selon M. Goutry, le gouvernement se contente de voter des *divertissements populaires*. Il qualifie les majorations proposées de ridicules et reproche au gouvernement d'annoncer toutes sortes de mesures sans en réaliser aucune.

ook om artsen. Sommigen hebben geopperd dat deze artsenbezoekers missi dominici van de regering zouden zijn. Dit wil ik met klem tegenspreken! Ik kan er nog in komen dat men handelsvertegenwoordigers hiervan zou betichten, maar deze mensen worden in een onafhankelijk kader opgeleid met het oog op een optimaal voorschrijfgedrag. Die kritiek lijkt me dan ook ongepast.

Voor de reclame voor diergeneesmiddelen gelden dezelfde regels als voor geneesmiddelen bestemd voor mensen. Ook dieren die geneesmiddelen toegediend krijgen, kunnen het slachtoffer worden van een bepaald voorschrijfgedrag en wij namen voor de diergeneeskunde en de dierlijk farmacie dus vergelijkbare maatregelen als voor de menselijke geneeskunde en farmacie.

De heer Daems waarschuwt terecht voor de gevaren van een louter herverdelende economie. De regering heeft zowel het opbouwen van rijkdom als de herverdeling ervan voor ogen. Het economisch model is pas in evenwicht wanneer de herverdeling kan worden doorgevoerd in het kader van een goeddraaiende economie en het moet dus op lange termijn in stand kunnen worden gehouden.

Het omgekeerde is echter evenzeer waar: het herverdelend effect komt de economie ten goede. Er moet een evenwicht worden nagestreefd tussen de betaalbaarheid en de aanvaardbaarheid, want de overlevingskansen van een economisch stelsel hangen ook samen met de sociale doeltreffendheid ervan.

Als laatste thema wil ik het opvangen van ouderen thuis aankaarten, een thema waarop mevrouw Arena dieper kan ingaan. Daarmee gaat een heel debat, over de plaats waar die mensen kunnen worden opgevangen, de opvangstructuren, enz., gepaard. Tot nu toe was het soms zo dat men bepaalde voordelen verloor wanneer men zelf voor zijn bejaarde ouders zorgde, terwijl dat niet het geval was wanneer men ze in een collectieve opvangstructuur onderbracht. De reflectieproces in dit verband is pas begonnen en het Parlement zal daar in de toekomst zeker worden bij betrokken.

01.26 Minister **Frank Vandenbroucke** (Nederlands): Ik betreur de manier waarop het debat door sommigen werd gevoerd. Volgens de heer Goutry houdt de regering zich bezig met volksvermakelijkheden, de voorgestelde verhogingen noemt hij belachelijk en hij verwijt de regering dat ze wel allerlei dingen aankondigt, maar niets uitvoert.

Depuis le début de la législature, sa collègue de parti, Mme Lanjri, m'a déjà interrogé quatre fois sur le congé parental. Elle a insisté pour que je prenne une décision rapide et que je n'attende pas 2006. Sa collègue, Mme de Bethune, a également présenté plusieurs amendements. J'y ai volontiers accédé. Mais pour M. Goutry, il ne s'agit là que de *divertissements populaires*.

Zijn partijgenote mevrouw Lanjri ondervroeg mij sedert het begin van de regeerperiode al viermaal over het ouderschapsverlof. Ze drong erop aan dat ik snel een beslissing zou nemen en niet zou wachten tot 2006. Ook haar collega, mevrouw de Bethune, diende al verscheidene amendementen in. Ik ging daar graag op in. Volgens de heer Goutry valt dit echter onder de noemer volksvermakelijkheden.

01.27 Nahima Lanjri (CD&V): M. Goutry n'a pas dit ça. Nous attendions simplement davantage que les mesures relatives au congé parental. Du reste, notre porte-parole pour les affaires sociales est Mme D'hondt.

01.27 Nahima Lanjri (CD&V): Dat heeft collega Goutry niet gezegd. We hadden eenvoudigweg meer verwacht van de regeling van het ouderschapsverlof. Onze woordvoerder voor sociale zaken is overigens mevrouw D'hondt.

01.28 Frank Vandenbroucke, ministre (en néerlandais): M. Goutry a déclaré littéralement que le congé parental ne constituait pas une priorité.

01.28 Minister Frank Vandenbroucke (Nederlands): De heer Goutry heeft letterlijk gezegd dat het ouderschapsverlof geen prioriteit is.

Nous mettons en œuvre la proposition sur les revenus garantis en faveur de laquelle Mme D'hondt plaide depuis longtemps. Je lui ai toujours dit qu'elle avait raison mais que je devais attendre d'avoir suffisamment de marge de manœuvre ainsi que l'occasion politique. A Raversijde, j'ai saisi ma chance. Les seniors menacés par la précarité pourront prétendre à un filet de sécurité. L'allocation pour un couple passe de 629 à 709 euros par mois, soit 80 euros en une seule législature. Il s'agit là d'une augmentation substantielle loin d'être risible. A l'époque, M. Goutry a toujours soutenu M. Dehaene, alors premier ministre. Connaissez-vous le montant de la majoration la plus importante des pensions consentie à l'époque ?

We voeren het voorstel over de inkomensgarantie uit, waarvoor mevrouw D'hondt al lang pleit. Ik heb haar altijd gezegd dat zij gelijk heeft, maar dat ik de nodige ruimte en de politieke kans wou afwachten. In Raversijde zag ik mijn kans. Er komt een vangnet voor senioren die dreigen in armoede te moeten leven. De uitkering voor een koppel wordt opgetrokken van 629 tot 709 euro per maand: tachtig euro per maand en dat in één regeerperiode. Dat is een substantiële en geen belachelijke verhoging. De heer Goutry heeft destijds premier Dehaene steeds gesteund. Weet u wat de belangrijkste pensioenverhoging is die er toen is geweest?

01.29 Nahima Lanjri (CD&V): Six pour cent.

01.29 Nahima Lanjri (CD&V): Zes percent.

01.30 Frank Vandenbroucke, ministre (en néerlandais): Six pour cent en un mois. Une augmentation unique pour une partie des pensionnés, ce qui représente 0,5 pour cent sur une base annuelle.

01.30 Minister Frank Vandenbroucke (Nederlands): Zes percent in één maand. Een eenmalige verhoging voor een deelgroep van de gepensioneerden. Op jaarbasis is dat 0,5 percent.

Combien de fois et de quel montant les allocations aux personnes handicapées ont-elles été augmentées au cours de la période Dehaene? L'augmentation de 18 euros n'est pas ridicule, même si j'aurai préféré qu'elle soit plus élevée.

Hoeveel keer en met hoeveel zijn de invaliditeitsuitkeringen verhoogd in de periode-Dehaene? Ik voel mij niet te goed voor een verhoging van 18 euro, al zou ik willen dat het meer is. Belachelijk is ze niet.

01.31 Nahima Lanjri (CD&V): Je n'ai pas dit que c'était ridicule. J'ai simplement dit que c'est beaucoup trop peu.

01.31 Nahima Lanjri (CD&V): Ik heb het woord 'belachelijk' niet in de mond genomen. Ik heb gezegd dat het veel te weinig is.

01.32 Frank Vandenbroucke, ministre (en

01.32 Minister Frank Vandenbroucke

néerlandais) : La CSC s'est montrée beaucoup plus positive. L'accompagnement des chômeurs et le suivi du chômage étaient à l'ordre du jour du conseil des ministres de Gembloux. J'ai négocié pendant deux mois avec les gouvernements concernés, les syndicats et les employeurs. Je dispose aujourd'hui d'un schéma parfaitement structuré pour l'accompagnement et le suivi des chômeurs. Il fera l'objet d'un accord de coopération détaillé.

Il s'agit de personnes qui n'ont jamais bénéficié du moindre accompagnement. Il ne faut pas leurrer les gens en leur faisant croire qu'un tel accompagnement peut être mis en place du jour au lendemain. Des accords doivent être conclus avec de nombreuses institutions.

On constate enfin une avancée déterminante dans un dossier qui est resté dans l'impasse durant 15 ans. La question est aujourd'hui réglée et j'en suis très fier.

Les partenaires sociaux disposent d'une marge de 11,42 millions d'euros pour augmenter les allocations. Nous souhaiterions aboutir à une majoration de 2% après six ans, en 2007.

01.33 Marie Arena, ministre (*en français*): En matière d'intégration sociale, l'augmentation des 4% a été intégrée et semble satisfaire tout le monde.

S'agissant du dossier relatif à la fracture sociale, je coordonne un plan d'action national afin de permettre l'accès à l'information - au travers d'internet - aux personnes les plus défavorisées. A cet égard, les actions pilotes viseront à favoriser un accès collectif et encadré à cette information et non un accès individuel. Ces actions seront menées en collaboration avec les CPAS. A l'heure actuelle, les modalités de ces actions ne sont pas encore définies. Nous serons attentifs à la ruralité et l'urbanité des actions pilotes. Par exemple, un CPAS a organisé des net stewards, à savoir un accompagnement organisé à partir d'un dispositif informatique existant au niveau communal.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, la fracture numérique est importante. Au niveau européen, nous allons pouvoir développer un champ d'action pour éviter d'arriver à une société à deux vitesses en termes d'accès à l'information.

Le Conseil de Gembloux avait décidé de prendre en considération le logement dans les grandes villes. Cette décision a été traduite en moyens qui représentent 25 millions d'euros par an, en vitesse de croisière. Les critères objectifs en termes de répartition dans les grandes villes sont liés au niveau de pauvreté. Le gouvernement a décidé de

(*Nederlands*): Het ACV is veel positiever. De begeleiding van werklozen en de opvolging van de werkloosheid lag voor in Gemblours. Ik heb twee maanden lang onderhandeld met de betrokken regeringen, de vakbonden, de werkgevers. Ik heb vandaag een volledig uitgewerkt schema voor de begeleiding en de opvolging van werkzoekenden. Dit is in een gedetailleerd samenwerkingsakkoord gegoten.

Dit gaat over mensen die nooit begeleiding hebben gekregen. Men moet de mensen niet wijsmaken dat die er op één dag kan komen. Er zijn afspraken nodig met tal van instellingen.

We hebben eindelijk een doorbraak in een dossier waar 15 jaar een impasse rond was. Het is vandaag rond. Ik ben daar zeer trots op.

De sociale partners beschikken over een marge van 11,42 miljoen euro voor een verbetering van de uitkeringen. Wij zouden een verhoging met twee procent willen na zes jaar, in 2007.

01.33 Minister Marie Arena (*Frans*): Inzake maatschappelijke integratie is de verhoging met 4%, kennelijk tot ieders tevredenheid, een feit.

Ik coördineer een nationaal actieplan met betrekking tot de digitale kloof, om kansarmen via internet toegang te verlenen tot informatie. De proefprojecten beogen een collectieve toegang tot de informatie, met de nodige begeleiding. Er wordt dus niet gekozen voor een individuele toegang. De acties zullen in samenwerking met de OCMW's gevoerd worden. De concrete modaliteiten zijn nog niet bekend. Wij zullen oog hebben voor het rurale of het stedelijke karakter van de proefprojecten. Zo heeft een OCMW een systeem van *net stewards* opgezet, die zorgen voor georganiseerde begeleiding aan de hand van de bestaande computersystemen op gemeentelijk niveau.

Het dichten van de digitale kloof is een belangrijk factor in de armoedebestrijding. Op Europees niveau zullen er programma's worden uitgewerkt om te voorkomen dat er zich een informatiemaatschappij met twee snelheden ontwikkelt.

Tijdens de Ministerraad van Gemblours werd besloten de huisvesting in de grootsteden in aanmerking te nemen. Deze beslissing werd vertaald in middelen die 25 miljoen euro per jaar bedragen eens zij op kruissnelheid zijn. De objectieve criteria om de middelen tussen de grootsteden te verdelen, houden verband met de

joindre des critères spécifiques au logement pour ces moyens supplémentaires. Actuellement, nous nous attachons à définir ces critères supplémentaires.

01.34 Isabelle Simonis, secrétaire d'État (*en français*) : S'agissant des états généraux des familles, le Conseil d'Ostende a permis de mettre en œuvre de mesures qui faisaient l'objet d'un consensus au sein des groupes. Aujourd'hui, l'ensemble des rapports des groupes est disponible sur le site.

Les états généraux sont toujours en cours et rendront leurs conclusions le 27 avril. Ensuite, l'ensemble des mesures ou certaines d'entre elles seront discutées en Conseil des ministres. Tel est le calendrier que nous nous sommes fixés.

S'agissant de la question posée par M. Goutry, j'y ai déjà répondu à plusieurs reprises. J'ai présenté un plan exposant les difficultés rencontrées en termes d'arriérés de dossiers. Par ailleurs, des mesures supplémentaires ont été décidées en vue de réduire les délais. Je pense par exemple à la mise en route d'une centrale téléphonique et l'informatisation des relations entre la Vierge Noire et les communes. Cela étant dit, il n'est pas possible en six ou sept mois de réduire un retard de traitement des dossiers et de faire disparaître un arriéré qui était présent il y a plusieurs législatures. La résorption par étapes de cet arriéré reste une de mes priorités politiques mais il n'est pas réaliste de considérer qu'on va y arriver d'un claquement de doigts.

01.35 Karin Jiroflée (sp.a-spirit): Nous souhaiterions pouvoir revenir sur le Conseil des ministres de Raversijde. Notre groupe déposera des questions orales sur les mesures prises. Il importe de consacrer suffisamment de temps à ce type de problèmes.

La discussion est close.

La réunion publique de commission est levée à 13h59.

armoedegraad. Voor de toekenning van deze bijkomende middelen heeft de regering beslist er criteria aan toe te voegen die eigen zijn aan de huisvesting. Op dit ogenblik werken wij aan de omschrijving van deze bijkomende criteria.

01.34 Isabelle Simonis, secrétaire d'Etat (*Frans*): Wat de Staten-Generaal van het Gezin betreft, konden tijdens de Ministerraad van Oostende maatregelen worden getroffen waarover alle werkgroepen het eens waren. Vandaag kunnen alle verslagen van de werkgroepen op de website worden geraadpleegd.

De Staten-Generaal zijn nog altijd aan de gang en op 27 april zullen de besluiten worden voorgesteld. Vervolgens zullen alle of sommige maatregelen in de Ministerraad worden besproken. Ziedaar het tijdspad dat wij hebben vooropgesteld.

Ik heb de vraag van de heer Goutry al verscheidene malen beantwoord. Ik heb een plan voorgesteld waarin de moeilijkheden in verband met de achterstallige dossiers worden uiteengezet. Voorts werden bijkomende maatregelen getroffen teneinde de termijnen in te korten. Ik denk bijvoorbeeld aan het in gebruik nemen van een speciaal telefoonnummer en de informatisering van de relaties tussen de diensten in de Zwarte Lievrouwstraat en de gemeenten. Een achterstand in de behandeling van de dossiers die al verscheidene regeerperiodes aansleept, kan onmogelijk in een tijdsspanne van zes of zeven maanden worden weggewerkt. Het stapsgewijze inhalen van die achterstand blijft een van mijn politieke prioriteiten, maar het niet is realistisch om ervan uit te gaan dat zulks in een handomdraai kan gebeuren.

01.35 Karin Jiroflée (sp.a-spirit): Wij zouden graag nog eens terugkomen op Raversijde. Onze fractie zal mondelinge vragen indienen over de genomen maatregelen. Het is belangrijk dat er voor dit soort van problemen voldoende tijd wordt uitgetrokken.

De bespreking is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.59 uur.